

l'imprescor

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 54, 24 juin 1976

30fb, 4ff, 2,5fs

L'EXTREME - GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS





correspondance de presse internationale

N°54 24juin 1976

sommaire

ITALIE	
L'extrême-gauche et les élections	page 2
<u>Document DP</u>	
Appel de Démocratie Proletarienne AO, PDUP, MLS, LDC	page 6
<u>Document AO</u>	
Une issue à gauche	page 10
<u>Document LC</u>	
"Gouvernement des gauches" et pouvoir populaire	page 14
<u>Document GCR</u>	
Le mouvement de masse et le "gouvernement des gauches"	page 18
PORTUGAL	
Les présidentielles	page 23
LIBAN	
Les enjeux de l'intervention Syrienne	
Magida Salman	page 26
AFRIQUE DU SUD	
Le massacre de Soweto	
Langa	page 32

ITALIE



L'EXTREME-GAUCHE

ET LES

ELECTIONS

QUARTA INTERNAZIONALE

PER ABBATTERE IL REGIME D.C.
PER UN GOVERNO P.C.I.-P.S.I.



VOTA



DEMOCRAZIA
PROLETARIA

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - 1000 Bruxelles - Belgique

Correspondance de Presse Internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 80; FS 45; FB 650; \$Can 17
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : \$24 par an. Pour les autres pays, s'adresser à la rédaction.

Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela SCHOLTZ, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 Bruxelles - Compte courant n° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante: ROUGE, 2 rue Richard Lenoir, 93100-MONTREUIL

▶ Dans les numéros précédents (Inprecor Nos. 51 et 52) nous avons situé le cadre politique dans lequel se déroulent les élections législatives italiennes. De même, nous avons souligné l'importance du regroupement électoral qui s'est opéré - sous la dénomination de "Démocratie Prolétarienne" - à l'occasion de ces élections, regroupement qui s'inscrit dans la perspective d'un processus complexe d'unification, recomposition et débat au sein de la "gauche révolutionnaire."

La campagne électorale menée par les diverses composantes de "Démocratie Prolétarienne" indique l'audience significative acquise par l'extrême-gauche italienne depuis 1969. Les résultats électoraux la sanctionneront certainement. Deux pôles se sont profilés à cette occasion, au sein même de "Démocratie Prolétarienne", l'un formé par "l'Organizzazione Comunista Avanguardia Operaia" (AO) et le "Partito d'Unità Proletaria per il Comunismo" (PDUP), l'autre constitué par "Lotta Continua" (LC). En effet, les meetings et les actions communes entre ces deux composantes furent relativement rares. AO et le PDUP sont à l'origine de "Démocratie Prolétarienne" (DP). Ils donnèrent ce nom aux listes communes qu'ils présentèrent lors des élections régionales et administratives de juin 1975. Dès lors, ils revendiquent la paternité et la légitimité de DP. LC - qui présente ses candidats, regroupés en fin de liste, sur les listes de DP - se place donc dans un rapport d'"unité conflictuelle" avec les deux organisations qui se veulent la colonne vertébrale de DP.

Dans le prochain numéro d'Inprecor nous effectuerons le bilan de la campagne électorale, nous y analyserons les résultats et leurs implications sur le plan national et international.

Pour l'instant, nous nous limiterons à présenter les positions politiques développées, durant cette dernière période, aussi bien par l'alliance AO-PDUP, par AO, par LC que par les "Gruppi Comunisti Rivoluzionari" (GCR - section italienne de la IVème Internationale).

Le débat politique qui s'est amplifié en Italie, lors des élections, possède une grande importance. Il traduit tout d'abord l'évolution politique parcourue par les organisations les plus significatives de ce qui était qualifié, il y a quelques années encore, comme la "gauche extra-parlementaire" italienne. En outre, ce débat montre que la profondeur de la crise

sociale et politique en Italie, le potentiel immense de riposte de la classe ouvrière, le développement comme les contradictions internes des partis réformistes (PSI et PCI), la capacité d'initiatives propres des organisations regroupées actuellement sous le sigle de DP ont fait émerger une situation politique qui confronte ces organisations aux questions décisives de la stratégie révolutionnaire. Sur de nombreux points, le débat qui prend forme au sein de cette "extrême-gauche" ne reproduit pas les discussions initiées en France en Espagne ou au Portugal, mais anticipe sur les confrontations politiques qui se développeront sous peu dans ces pays mêmes.

Ne serait-ce que pour cela, l'examen attentif et critique des positions explicitées par ces organisations possède un intérêt considérable. Tout en mettant en relief, à contrario, la valeur des réponses stratégiques fournies par les marxistes-révolutionnaires dans le cadre de l'actualisation de leur héritage théorique (dualité de pouvoir, démocratie ouvrière, front unique etc), il indique aussi les nécessaires précisions à apporter face à la nouvelle montée révolutionnaire se dégageant tendanciellement en Europe méridionale. De ce fait, la discussion engagée en Italie doit se prolonger, le plus largement et publiquement possible, à l'échelle internationale. La publication de ce dossier est un premier pas, restreint, dans cette direction.

Tout en ne voulant pas, ici, nous attacher à une critique des positions émises par ces groupes, néanmoins, pour faciliter la lecture des textes publiés ci-après et permettre de les situer en relation avec l'évolution politique de ces groupes, nous tenterons très rapidement de préciser les conditions de leur naissance, leurs positions initiales sur quelques problèmes et leur importance organisationnelle actuelle. Nous ne pouvons, dans ce contexte, retracer leur évolution, liée aux développements de la crise sociale et politique en Italie; ceci devra être fait.

LOTTA CONTINUA

Le 1er novembre 1969, le premier numéro d'un journal, intitulé "Lotta Continua", paraissait. Depuis le 22 novembre 1969, il paraît avec régularité. La parution de cet organe traduit le regroupement d'une fraction du groupe "Potere Operaio" de Pise - dont Gianni Sofri, actuel dirigeant de LC, était le leader -, avec de nombreux militants du "Mouvement Etudiant" de Turin, de Trente, de l'Université Catholique de Milan et du groupe "Potere Operaio" de Pavie.

LC se situe dans le courant spontanéiste. En 1969, Sofri écrivait : "Les ouvriers, les étu-

dians, les techniciens, les paysans parviendront à se former une conscience révolutionnaire générale à partir de l'expérience de lutte qu'ils conduisent à l'intérieur de leur condition de classe, de leur capacité d'être l'avant-garde de cette lutte... s'ils perdent cette capacité, ils peuvent apprendre beaucoup de choses, mais ils restent suspendus dans le vide".

Lors de la grande bataille contractuelle qui se déroule en automne 1969, LC propose la "révolution culturelle dans les fabriques italiennes". En été 1970, elle tient son premier Congrès. Dans un des documents préparatoires de ce Congrès, Sofri définit ainsi la signification de cette notion qui occupe une place centrale dans la conception de LC : "l'autonomie ouvrière".

Il écrit : "... C'est le refus explicite et radical du travail salarié et des lois qui le gouvernent... : endommager la production, abolir les stimulants matériels tendant à co-responsabiliser les travailleurs dans l'accroissement de la production, refuser la division économique et normative, refuser le chronométrage du temps de travail et les conditions de travail nocives, les horaires, les tours... La production est l'affaire des patrons, la crise de la production est un objectif politique des travailleurs".

L'autonomie se définit aussi sur un autre terrain. Elle consiste "à démasquer le rôle contre-révolutionnaire des syndicats et des partis parlementaires". "Le syndicat est l'instrument essentiel servant à emprisonner la lutte des classes dans les règles du fonctionnement du développement capitaliste". Le PCI est défini essentiellement comme "l'instrument essentiel pour canaliser la lutte anticapitaliste dans les règles du jeu de la démocratie bourgeoise pour la conservation du système".

A cette époque un des thèmes les plus significatifs développé par LC est synthétisé par la formule : "Prenons la ville". Sofri en explicite comme suit la signification : "Ce n'est pas un mot d'ordre infantile et provocateur. Ce n'est pas l'invitation irresponsable au saccage ou à l'insurrection. C'est par contre un programme stratégique de formation et de consolidation des avant-gardes prolétariennes à l'intérieur du processus révolutionnaire de longue durée. Prendre la ville signifie unir les prolétaires à partir de leurs besoins fondamentaux, les sortir de leur isolement, de la misère à laquelle les condamnent les patrons, de les habituer à discuter dans la lutte, à vivre en communistes".

Depuis cette époque, LC a connu un développement organisationnel important. Lors de son dernier Congrès, en janvier 1975, elle revendiquait 10.000 militants. Selon un de

ses dirigeants, Luigi Bobbio, "après avoir sous-estimé les questions de la construction du Parti, nous sommes arrivés à une structure s'inspirant du centralisme démocratique". Des statuts furent adoptés lors du Congrès de janvier 1975. Ils reconnaissent de fait le "droit de tendance", mais celui-ci est lié à la conception "de la nécessité que l'organisation soit envahie par les contradictions réelles existant dans les masses". Les tendances doivent donc révéler ces contradictions! LC est implantée à l'échelle nationale, dans les principales entreprises d'Italie (Fiat, Alfa-Romeo, Pirelli, Italsider, complexe chimique de Porto Marghera...). Dans le Nord, elle est le plus fortement représentée à Turin, sa "ville d'origine". Dans le Sud, elle dispose d'une forte base à Naples, où elle joue un rôle déterminant dans l'organisation des chômeurs. De plus, LC connaît un développement en Sicile, région où le PCI est relativement faible.

Depuis 1972, elle dispose d'un quotidien ("Lotta Continua"), qu'elle déclare vendre à 15.000 exemplaires. Elle ne possède pas de revue théorique. Ses documents programmatiques, comme les principales contributions théoriques de sa direction sont publiés dans le quotidien. Luigi Bobbio explique que : "LC est l'organisation des nouvelles avant-gardes, issues des luttes, et qui découvrent la politique. LC a joué avant tout un rôle dans les usines qui ont eu un rôle de rupture face aux syndicats et au révisionnisme (PCI)".

Bien qu'encore marquée par sa matrice spontanéiste, LC connaît un développement politique significatif. Elle a stimulé un processus de réflexion aussi bien sur divers thèmes théoriques, liés à l'histoire du mouvement ouvrier, que sur les questions stratégiques et tactiques qui se posent aujourd'hui en Italie. Le texte reproduit ci-dessous exprime aussi bien les positions actuelles de LC qu'il permet de saisir l'évolution de cette organisation.

AVANGUARDIA OPERAIA

L' "Organizzazione Comunista Avanguardia Operaia" (AO) naît en 1968, à Milan. Une série de ses membres fondateurs ou dirigeants actuels sont issus des rangs de la IVème Internationale (Massimo Gorla, Luigi Vinci, Silvio Corvisieri, etc...). Cette organisation est liée à un travail en direction des "organismes de base" surgis dès 1967-68 dans quelques usines importantes du Nord de l'Italie, plus spécialement dans la région de Milan (entre autres à Pirelli).

En décembre 1968, paraît le premier numéro de la revue "Avanguardia Operaia", le second numéro est publié en mai 1969. En 1971, AO possède un bimensuel, puis elle disposera d'un hebdomadaire. En 1973, l'heb-

domadaire garde le titre d' "Avanguardia Operaia", alors que la revue théorique s'intitule "Politica Comunista". Le premier numéro de la revue, en 1968, annonçait la fusion entre "Avanguardia Operaia" de Milan, le "Circolo Lenin" de Mestre et le "Circolo Rosa Luxemburg" de Venise. Depuis lors, AO, qui se situe dans "l'aire léniniste", a adopté une politique systématique de travail unitaire et de fusion avec diverses organisations locales ou régionales, parmi lesquelles le "Centro di Coordinamento Campano" et surtout le "Collettivo Lenin" de Turin. Si AO dispose d'un poids largement prédominant dans le Nord - entre autres dans les régions de Milan, de Venise - elle connaît un développement à l'échelle nationale.

Depuis deux ans, AO développe un travail unitaire privilégié avec le PDUP, dans la perspective d'une fusion qu'elle place aujourd'hui à relativement court terme. Le présent accord électoral, comme celui de juin 1975, comme les plate-formes signées AO-PDUP sont présentés par AO comme s'inscrivant dans cette perspective. Le document commun signé AO, PDUP, MLS (Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme) et LDC (Ligue des Communistes) traduit l'axe politique sur lequel le rapprochement actuel se produit.

LC propose, en vue du "processus d'unification des révolutionnaires", un projet de "constituante des révolutionnaires". AO y répond ainsi : "... Il est nécessaire aussi de voir l'évolution positive de LC. Nous avons, à plus d'une reprise, critiqué la difficulté ou l'incapacité de LC à définir ses rapports avec les réformistes et avant tout avec les syndicats, en termes non seulement de lutte, mais aussi de construction commune de mouvements anticapitalistes... Récemment, LC, dans le cours de la campagne électorale, a opéré une rectification, manifestant une disponibilité à s'investir dans les syndicats, une compréhension de la lutte politique qui s'y développe, une disposition à adopter une attitude non plus d'attaque frontale à un éventuel "gouvernement des gauches" (governo delle sinistre), mais à manifester une volonté de s'y mesurer, simultanément de façon critique et unitaire... Cependant, toute proposition de type politico-organisationnel, pour ne pas être démagogique, fragile et manipulatrice, exige de LC une réponse claire et définitive, dans la pratique et non seulement au niveau des formulations, sur les questions cruciales, du point de vue de la construction du parti révolutionnaire véritablement enraciné dans la classe ouvrière : la question de la "ligne de masse", du rapport, d'un côté avec des mouvements de lutte des masses, et de l'autre avec les syndicats et les partis réformistes". ("Quotidiano dei Lavoratori", 17. 6. 76). La place du débat entre AO et LC, dans le processus de recomposition complexe de

l'extrême-gauche qui s'initie en Italie, risque bien d'occuper une place déterminante, d'autant plus que ce débat passe aussi au travers des organisations qui en sont les protagonistes.

Par rapport à l'orientation qui se dégage actuellement (voir le document intitulé : "Les forces prolétariennes et populaires préparent une issue à gauche de la crise italienne"), il n'est pas inutile de fournir quelques indications sur les positions originelles d'AO sur le PCI, les syndicats et les CUB ("Comités Unitaires de Base"). Néanmoins il faut insister, pour ne pas céder à un schématisme sectaire, qu'AO, tout en se réclamant du maïsisme et en manifestant encore une position substantiellement a-critique face à la direction chinoise, a constamment mis l'accent sur l'effort d'analyse et d'élaboration d'une ligne politique d'ensemble. Le numéro 3 de la revue (novembre-décembre 1969) affirme qu'à "l'origine de la crise du régime ... (se trouve) le disfonctionnement des institutions qui depuis plus de deux décennies ont assuré l'hégémonie bourgeoise; (dès lors) l'insertion du PCI dans le champ gouvernemental est de moins en moins vue comme une solution de la crise et toujours plus comme une étape obligatoire sur la voie de l'instauration d'un régime politique nouveau, d'un régime politique moins lié aux schémas du XIXème siècle de la représentation parlementaire et de la "partitocratie" tels qu'ils s'affirment dans la Constitution italienne".

En outre, AO analysera alors, de façon très linéaire, catastrophiste, la crise du PCI, affirmant : "Les meilleurs éléments du PCI ont, déjà depuis quelques années, choisi le terrain syndical comme l'unique possible pour leur militantisme, après que le Parti ait perdu tout rôle dirigeant dans la fabrique, comme résultat de sa politique électoraliste" ou encore : "Le terrain sur lequel l'hégémonie des révisionnistes modernes (PCI) devait payer le prix le plus significatif et important fut celui de la confrontation de classe conduite par les organisations syndicales selon des méthodes de pompiers (dans le seul but d'éteindre le mouvement revendicatif - Inprecor)".

AO en tire la conclusion suivante, sur le plan de la construction de l'organisation : "... Le fait que la croissante dynamique de la révolution mondiale et l'exacerbation des affrontements de classe dans notre pays rendent toujours plus clair le rôle d'agent de la bourgeoisie joué par le révisionnisme, tout ceci impose des tâches précises aux militants révolutionnaires, aux avant-gardes ouvrières : déterminer un processus de croissance de nouveaux instruments de lutte et d'organisation qui se situe dans la perspective de la refondation du parti du prolétariat et, simultanément, qui place la lutte de classe hors du contrôle et de l'influence bourgeoise, et l'oriente dans un sens révolutionnaire (...). La tâche des marxistes-léninistes est

d'empêcher la dispersion des militants qui, individuellement ou par groupes, se détachent des révisionnistes, en leur offrant les conditions d'un militantisme révolutionnaire parmi les masses et une organisation communiste cohérente". (AO, "Il Révisionismo del PCI, origini e sviluppi" - Le révisionnisme du PCI, origines et développements - 1972).

A partir de cette conception, les CUB étaient définis ainsi : "Le CUB, surgi dans la lutte, est un organisme de masse qui a sa propre autonomie, aussi bien de ligne qu'organisationnelle. Il est constitué par tous les travailleurs qui s'y reconnaissent, tout d'abord de façon spontanée et, ensuite, de façon toujours plus consciente, dans une perspective de claire défense des intérêts de classe et, hors de la fabrique, selon un mode anticapitaliste et anticollaborationniste. Le CUB n'est pas organisé de manière bureaucratique mais, comme organe autonome, il possède l'articulation la plus ample; il développe son activité sous diverses formes, grâce à des assemblées, des tracts, des réunions le soir... Ici, il serait aisé d'affirmer : "Mais le Conseil de Fabrique et les syndicats ne doivent alors plus exister ?" Supprimons immédiatement ce malentendu et répondons : Non ! Le Conseil de Fabrique (CdF) et les syndicats doivent continuer à être présents, mais nous disons que le CUB, de même, ne doit pas disparaître.

Le CUB, comme organisme démocratique de masse, avec sa propre autonomie, ne veut pas supplanter le CdF; au contraire le CdF doit toujours plus être qualifié comme défenseur des intérêts fondamentaux des travailleurs, et abandonner dès lors l'attitude collaborationniste... Dans les rapports aux syndicats, le CUB veut maintenir une autonomie de ligne précisément parce qu'il est convaincu de la nécessité de dénoncer aux travailleurs tout ce que les syndicats ne font pas, toutes leurs capitulations, pour marquer leurs responsabilités et aussi pour développer toutes les orientations de classe auxquelles le syndicat, désormais depuis un bon bout de temps, à renoncé. La fonction du CUB doit donc être celle de conditionner (d'influencer) toujours plus l'action des syndicats, afin que s'y affirme une véritable ligne de classe en opposition à l'actuelle ligne de collaboration que les syndicats mettent en avant." (janvier 1972.)

Depuis 1974, AO dispose d'un quotidien intitulé "Quotidiano dei Lavoratori" (8 pages grand format), qu'elle déclare vendre à 15.000-20.000 exemplaires. AO contrôle de plus deux radios périphériques, à Milan et à Rome. Elle revendique actuellement environ 8.000 militants. AO, sur le plan politico-organisationnel, se réclame du "centralisme démocratique", qui semble cependant être fort distant, sur le plan de la démocratie interne, de la conception défendue par les marxistes-révolutionnaires.

A. U.

DP

APPEL DE



DEMOCRATIE PROLETARIENNE

AO PDUP MLS LDC



Le 30 et 31 mai 1976, les deux organisations, l'"Organizzazione Comunista Avanguardia Operaia" (AO) et le "Partito di Unità Proletaria per il Comunismo" (PDUP), qui se trouvent à l'origine de "Démocratie Proletarienne" (DP) - regroupement électoral qui prit naissance lors des élections législatives et administratives du 15 juin 1975 (voir Inprecor No. 30 du 3 juillet 1975) - lancèrent une plate-forme commune devant servir de base à la campagne électorale de DP. Ce texte devait être discuté parmi les organisations regroupées sur les listes portant la dénomination DP.

Le 8 juin, le "Quotidiano dei Lavoratori" - quotidien d'AO - publia un document, représentant de très larges parties de la plate-forme initiale, signé par quatre organisations : AO, PDUP, MLS (Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme de tendance mao-stalinienne), LdC (Lega dei Communisti, organisation née en 1972 de la fusion entre la "Lega dei Communisti di Toscana" et "Unità Operaia" de Rome).

Ce texte n'a pas été reproduit dans "Il Manifesto", quotidien du PDUP ! Lotta Continua a demandé à le signer mais, en date du 18 juin, elle ne l'avait pas encore fait. Les quatre signataires précisent ainsi le sens et la fonction de cette plate-forme : "La ligne qui s'y exprime et les objectifs qu'elle présente sont ceux sur lesquels DP doit développer sa propagande durant les derniers jours de la campagne électorale, et sur lesquels elle devra mettre l'accent après la campagne électorale. En plus, elle fait la démonstration concrète des déformations de cette presse (avant tout celle du PCI) qui cherche à présenter DP comme un rassemblement de forces hétérogènes, ne disposant d'aucune orientation commune et réunies seulement par les pressions électoralistes. Pour cette raison, le texte que nous publions - et qui doit être distribué comme tract national de DP - doit être utilisé le plus possible non seulement pour le débat politique, mais aussi comme instrument de propagande."

Citoyens, camarades,

Il est finalement possible de mettre un terme au régime de la Démocratie-Chrétienne. Il est possible d'ouvrir une nouvelle phase, de mettre à la tête du pays les forces représentatives de la classe ouvrière et des masses populaires, d'entrer dans une période de lutte pour le pouvoir aux travailleurs.

Voilà la signification des élections du 20 juin : battre la Démocratie Chrétienne non seulement pour remplacer l'actuel personnel politique du gouvernement par des personnes nouvelles et honnêtes, mais pour donner vie à un nouveau mode de gouverner, à un système dans lequel le gouvernement soit sous le contrôle et la pression constants du mouvement de masse et ait un programme fondé sur les besoins des masses et non pas sur les exigences du capital.

Démocratie Prolétarienne (DP) est la seule formation électorale qui avance clairement l'objectif de donner un débouché positif à la crise du régime à travers un "gouvernement des gauches" (governo delle sinistre), dans lequel disposeront d'un poids déterminant les partis historiques de la classe ouvrière, le PCI et le PSI, ouvert aux forces catholiques qui s'émancipent de la domination du catholicisme politique de la DC, ouvert avant tout à tous les mouvements de lutte au sein de la société, dont la

force peut imposer un programme fondé sur les intérêts populaires et en assurer la réalisation.

DP considère illusoire et dangereuse les propositions qui sont faites pour assurer en quelque sorte la continuité de la présence démocrate-chrétienne dans le gouvernement :

- la proposition du PCI d'un gouvernement de coalition qui verrait paralysée l'initiative de la gauche et attaqué le mouvement ouvrier, laissant ainsi la liberté de manœuvre au pouvoir capitaliste du pays et offrant un espace à la réorganisation de la droite;
- la proposition du PSI qui, derrière un rideau de fumée, se réduit à un gouvernement DC-PSI accepté et toléré d'une certaine manière par le PCI. Ce gouvernement serait simplement une réédition du centre-gauche, quels que soient les démentis.

Comment répondre à la crise par l'action

La crise de la DC est le produit, en dehors de sa désagrégation interne et des effets de la crise de l'impérialisme, du mouvement de lutte impétueux issu des fabriques étendu sous des formes nouvelles et originales à de nombreux secteurs de la vie sociale. C'est de ce mouvement que naît aujourd'hui l'exigence d'un "gouvernement des gauches", qui empêche la Démocratie Chrétienne de provoquer d'autres maux à l'économie et à la vie politique de notre pays, d'organiser le terrorisme financier et de tenter de prendre des revanches obscurantistes et réactionnaires sur le terrain de la vie communautaire. Pour affronter avec force et cohérence tant les problèmes immédiats comme ceux à long terme, il est indispensable d'effectuer un tournant substantiel, une rupture avec le système politique qui nous régit depuis 30 ans.

Par le vote du 20 juin et avec une pression ininterrompue des luttes, une progression de la gauche, de toute la gauche est aujourd'hui nécessaire. Mais à l'intérieur de cette avance généralisée il est indispensable que s'affirme une perspective politique claire. Seule DP est à même de l'offrir : la progression des gauches ne doit pas se conclure en perpétuant, avec des compromis - qui seraient de toute manière néfastes, même si de brève durée -, le gouvernement démocrate-chrétien. Elle doit avoir pour but la prise en charge totale, par les forces de gauche unies, de la responsabilité d'assumer le gouvernement de l'Etat, sur la base d'un programme convergeant avec les objectifs du mouvement de masse en lutte. (...)

Ce qui distingue Démocratie Prolétarienne des Partis Communiste et Socialiste n'est pas uniquement l'objectif du "gouvernement des gauches", mais le type de programme et également le type de mobilisations qui doivent appuyer ce programme. Le "gouvernement des gauches" naîtra en fait dans un contexte où tous les centres de décision, économiques

et administratifs, sont aux mains des capitalistes. Seule une pression constante des masses peut amener le "gouvernement des gauches" à refuser un quelconque rôle de normalisation des luttes ouvrières et de stabilisation du système capitaliste; seulement ainsi il est possible de développer le contrôle populaire sur les centres de décision afin d'ouvrir à la classe ouvrière la voie du pouvoir.

Nos objectifs

Les objectifs de DP sur le plan international sont :

① sortie de l'OTAN et politique de non-alignement qui réalise des rapports plus étroits avec les pays du Tiers-Monde et favorise la construction d'un nouveau regroupement international. Refus des blocs opposés dirigés par les super-puissances et de l'augmentation des dépenses militaires qui dérivent de leur existence. Retrait de la flotte américaine et soviétique de la Méditerranée.

② Mise en œuvre d'une nouvelle division internationale du travail, dans laquelle l'Italie établit des rapports économiques non seulement avec les pays industriels, mais aussi toujours plus avec les pays du Tiers-Monde, leur garantissant des conditions d'échange qui favorisent le développement des pays les plus arriérés.

③ Radicale renégociation de la politique agricole communautaire afin de pouvoir assurer un développement autonome de l'agriculture, limitant la pénétration des multinationales atteignant ainsi l'équilibre de la balance agricole; utilisation des fonds publics et du crédit pour réaliser cet objectif.

④ Introduire des éléments de sélection et de contrôle des importations qui, tout en maintenant ouvert le marché vers l'extérieur empêchant les spéculations des grands importateurs, limitent l'importation de biens de luxe et superflus, garantissent en quantité et également les biens de consommation populaires et les matières premières nécessaires à l'appareil de production.

⑤ Encadrement des investissements étrangers (multinationaux) afin de préciser leur utilisation en relation avec la stabilité de l'emploi et utilisation des nationalisations contre toute décision arbitraire de désinvestissement.

Sur le plan intérieur, DP propose :

① Priorité absolue à l'objectif du plein emploi, à partir de la défense intransigeante des postes de travail, grâce à l'interdiction des licenciements et à l'intervention de l'Etat et des institutions locales, pour empêcher le démantèlement d'unités productives. Elargissement de l'appareil productif soumettant à cet objectif le contrôle et l'utilisation des investissements industriels privés, du crédit et des dépenses publiques. Orienta-

tion de la production privée et publique dans la direction prioritaire du développement de l'agriculture, de la production des biens de consommation populaires (visant ainsi à substituer une grande partie des importations), des services d'utilité publique (logement, hôpitaux, écoles, transports), des initiatives d'assainissement des grandes villes du Sud; tout ceci afin de réaliser une politique qui vise au plein emploi et à l'élimination du gaspillage des ressources humaines et matérielles et qui modifie la qualité même des besoins collectifs.

② Développement du contrôle ouvrier et populaire sur les conditions de travail (nocivité, utilisation de la main-d'œuvre dans la perspective d'une contestation radicale de l'organisation capitaliste du travail), contrôle sur la fixation et la désignation des postes de travail (...); extension des 150 heures (revendication d'heures libres par les syndicats pour la formation - Inprecor), non seulement dans la direction de la transformation de l'école, mais aussi comme fondement pour une mise en question concrète de la division technique du travail. Défense intransigeante du salaire réel individuel et social et introduction des prix politiques pour les consommations indispensables et pour des quantités données de subsistance. Réduction drastique du revenu comme élément déterminant de cette politique (dans le sens de distribution gratuite des biens - Inprecor).

③ Mobilisation des structures locales et des institutions démocratiques périphériques (conseils de fabrique, de zone, conseils de quartier, etc.) pour soutenir une réorganisation radicale du système des contributions fondée sur la taxation directe et progressive. Seulement de cette façon il est possible de rénover les méthodes d'évaluation fiscale et de frapper durement les grands fraudeurs, de bloquer la fuite des capitaux (...).

④ Elargissement maximum de la démocratie, partant de sa mise en pratique dans le cadre de l'ordre actuel constitutionnel. Abolition des lois fascistes liberticides (code Rocco, loi Reale - loi anti-casseurs, Inprecor), texte unique de loi sur la police, code militaire de paix. Droits démocratiques dans les forces armées et dans la police. Ouverture, au niveau local, de la magistrature à des représentants populaires et processus identique sur le plan des institutions locales. Contrôle démocratique et populaire sur les moyens de communication de masse (radio-tv, radios libres - il existe en Italie de nombreuses radios privées - Inprecor, liberté de presse, etc.).

⑤ Engagement à prendre en charge les revendications émises par le mouvement de femmes et acceptation de la contradiction homme-femme comme expression d'affrontements politiques, création des conditions favorables à la généralisation des luttes, à l'or-

ganisation autonome des femmes, à l'expression de leurs revendications (contrôle sur leur corps et leur vie propres; dans ce sens, développement de la médecine de la femme, l'avortement libre, gratuit et assisté, consultants contrôlés par les femmes).

6 Engagement à soutenir tous les mouvements (étudiant, jeunes, femmes) qui visent à peser sur les rapports sociaux, sur les manifestations idéologiques de la culture, sur la morale et l'idéologie cléricales ainsi que réactionnaires. Cette bataille qui tend à proposer aujourd'hui des aspects d'une profonde révolution culturelle prolétarienne est un élément spécifique, une condition essentielle pour les transformations politiques, sociales et économiques qui sont à l'ordre du jour. Quelques-unes des revendications indiquées ci-dessus doivent être matérialisées immédiatement :

- contrôle politique sur le système bancaire pour diminuer au maximum l'exportation des capitaux et soumettre le crédit à l'objectif du plein emploi et du développement;
- destitution immédiate des prévaricateurs et des réactionnaires des centres de décision stratégiques, avant tout dans le domaine bancaire, le commerce extérieur et l'administration financière;
- développement d'une politique d'investissement que nous avons indiqués comme prioritaires;
- arrêt de tout licenciement;
- renégociation des clauses limitatives du Marché Commun, avant tout en ce qui concerne l'agriculture;
- prix politiques pour les biens de large consommation populaire;
- contestation de la péréquation des rétributions;
- mesures d'urgence et mobilisation des masses contre l'évasion fiscale;
- abrogation de la loi Reale et des codes fascistes.

Aucune de ces mesures immédiates, même des plus modestes, n'est réalisable sans une mobilisation populaire étendue et profonde. Ceci vaut, à plus forte raison, pour les objectifs à moyen et à long terme. DP affirme la nécessité d'appuyer sans réserve les mouvements de masse qui, partant des besoins et des espoirs populaires et prolétariens, visent à une modification des rapports de forces entre les classes, à la construction d'organismes de contrôle et de contestation du pouvoir capitaliste.

Développer le contrôle ouvrier

Ce sont précisément ces instruments de contrôle ouvrier et populaire (contrôle ouvrier dans la fabrique, sur l'organisation du travail et des investissements; contrôle des locataires sur la distribution des logements; contrôle ouvrier sur l'école dans le cadre des 150 heu-

res; contrôle populaire sur la reconstruction du Frioul; etc.) qui préparent et rapprochent la réelle conquête du pouvoir par les masses.

DP défend fermement une stratégie et une tactique qui construise sans délai l'unification du prolétariat des grandes et moyennes entreprises avec les couches de travailleurs ayant des emplois marginaux et précaires, avec la grande force que représentent les chômeurs, avec l'énorme masse des personnes qui sont hors du marché du travail, uniquement parce qu'elles savent ne pas pouvoir trouver d'emploi. Les jeunes chômeurs, intellectuels ou non, les émigrés qui rentrent, la grande masse de travailleurs licenciés des petites industries, les larges couches d'ouvriers ayant un emploi précaire sont, avec les ouvriers, les techniciens, les employés disposant d'un emploi stable, les agents de la transformation de la société. Pour cela, DP, considérant le syndicat comme l'intermédiaire nécessaire entre le mouvement de masse et le "gouvernement des gauches", se déclare engagée à fond dans la lutte pour un syndicat qui se lie aux masses, n'opère pas comme un instrument de stabilisation sociale, prenne la tête des luttes, accomplisse son unification à partir de la constitution de conseils, un syndicat devenant toujours plus capable d'intégrer les poussées issues du mouvement de masse et non pas de les freiner.

DP, tout en se distinguant des autres partis de la gauche par la diversité de ses analyses de la période actuelle et par la différence de volonté politique dans le processus de lutte pour le socialisme, s'engage à mettre en avant une politique d'unité des gauches dans le mouvement et les institutions et répète ses propositions - tout en étant ouverte aux débats - à toutes les composantes politico-sociales du mouvement des travailleurs, dans la mesure où elle a la conviction profonde que le champ de la révolution ne comprend pas seulement les avant-gardes mais aussi les grandes masses populaires, comme potentialité concrète.

DP se bat pour le "gouvernement des gauches", non pas pour en faire une pure couverture à l'égard du mouvement de masse en lutte ou pour démystifier la ligne révisionniste, mais comme un instrument actif d'un processus général de transformation de la société. DP se sentira engagée à appuyer un "gouvernement des gauches" et à stimuler en même temps les luttes vers des objectifs toujours plus avancés. Elle se pose donc comme force autonome, dans un cadre unitaire. Le vote à Démocratie Prolétarienne est un vote pour la rénovation de tout le mouvement ouvrier, pour la construction, à partir des besoins et des expériences des masses, d'une ligne plus avancée qui est nécessaire pour mettre, comme cela est possible aujourd'hui, le socialisme à l'ordre du jour.

AO, PDUP, MLS, LDC

UNE ISSUE A GAUCHE



Nous publions ici des extraits d'un document élaboré par une Commission du Bureau Politique d'Avanguardia Operaia (AO) intitulé : "Les forces prolétariennes et populaires préparent une issue à gauche de la crise italienne".

Ce texte parut le 12 juin 1976. Dans une première partie, il fait l'analyse de la crise du "parti-régime", la Démocratie-Chrétienne (DC), de l'évolution des rapports de forces sociaux et politiques et de l'orientation du Parti Socialiste italien (PSI) et du Parti Communiste italien (PCI). Le document souligne de même que face aux progrès électoraux prévisibles de la gauche lors des élections du 20 juin, s'affirme l'émergence d'une tendance à un niveau de masse, "actuellement encore implicite et exprimée de façon ambiguë dans le vote pour les réformistes", à "voir dans le gouvernement des gauches la seule alternative réelle et pratique dans la situation actuelle".

Nous avons choisi des extraits de la partie centrale du document. Ils mettent en relief le sens donné par AO au mot d'ordre "de gouvernement des gauches" et la conception de cette organisation du rapport "du mouvement des masses au gouvernement des gauches".

La dernière partie de ce document traite de la fonction d'un "gouvernement des gauches", non seulement comme instrument de défense des travailleurs face à la crise économique, mais parce qu'il peut "constituer une phase décisive dans le développement du processus révolutionnaire de la lutte des masses pour le socialisme". En outre est exposée leur conception du "développement du contrôle ouvrier et populaire et du problème du pouvoir". Sur le thème du contrôle ouvrier le document affirme : "la "valeur stratégique" du contrôle ouvrier et populaire peut être synthétisée sous trois aspects :

- c'est, dans des situations déterminées, l'instrument avec lequel on impose la réalisation d'importantes conquêtes partielles;
- la croissance du contrôle ouvrier et populaire affaiblit et désagrège le degré de contrôle exercé par l'adversaire de classe sur l'ensemble du tissu social;
- enfin, l'expérience qui s'accumule, au niveau de masse, dans la lutte sur ce terrain, dans l'exercice des formes de contrôle, constitue un précieux "apprentissage" pour la future conquête et gestion effective du pouvoir. Mais au même moment il doit être clair... que l'incidence effective, en termes de pouvoir, du contrôle ouvrier et populaire, ne peut être que partielle et précaire".

Nous reprenons les mêmes intertitres que le document original.

Les résistances des réformistes

La phase politique qui s'ouvrira après les élections sera donc marquée, d'une part, par l'impossibilité pour la DC de maintenir le monopole du gouvernement et du pouvoir, et d'autre part, par son impuissance à "partager" réellement ce gouvernement et ce pouvoir avec l'ensemble des partis du mouvement ouvrier. De là surgira une poussée objective en faveur d'un "gouvernement des gauches" (governo delle sinistre) comme unique alternative réellement possible à cette situation : mais sa réalisation concrète, les contenus de son programme et le type de rapport avec le mouvement de masse devront être l'objet d'une lutte dure sur le plan politique et social.

En fait, ni la base parlementaire, ni le caractère en quelque sorte de "maturité historique" du "gouvernement des gauches" ne sont suffi-

sants pour faire que le PCI et le PSI en arrivent à la décision de gouverner sans et contre la DC (...)

Cette ligne (du PSI et du PCI) tendra à se manifester en première instance dans la tentative d'embarquer à tout prix la DC dans n'importe quel type de formule gouvernementale. Mais - même si cela se révélait impossible - dans ce gouvernement sans la DC auquel, tant bien que mal, seront finalement contraints les partis ouvriers réformistes, cette orientation se traduira soit au niveau de la formule gouvernementale, soit au niveau de son programme.

Les partis réformistes, toute possibilité de gouvernement avec la DC disparue (gouvernement DC-PCI ou d'autres formules), tenteront pourtant de lancer une sorte de "compromis historique sans la DC" (ou de "gouvernement de salut public avec ceux qui sont là").

En termes de composition du gouvernement, cela se refléterait dans l'effort d'entraîner dans le gouvernement les "partis mineurs" de la bourgeoisie et, en particulier, le Parti Républicain italien (PRI) qui - malgré son poids quantitatif assez réduit - est en réalité significatif en termes de représentation de classe, dans le sens qu'il concentre la volonté de secteurs importants de la grande bourgeoisie de se donner une représentation alternative à la DC.

Pour ce qui est du programme, cela conduirait probablement à un programme dans lequel se retrouverait, à côté de certains objectifs réformistes traditionnels, l'essentiel de cette politique traditionnelle de "sortie de la crise", au sens anti-populaire prôné par la grande bourgeoisie (...).

Certes, la tentative des réformistes de se montrer les administrateurs les plus efficaces des intérêts de la bourgeoisie aura affaire au mouvement de masse : avec sa capacité de résistance, désormais éprouvée, à l'attaque des salaires et de l'emploi, mais aussi avec les nouveaux espoirs et les nouvelles poussées stimulés dans les masses par la confirmation d'une majorité de gauche.

Cependant, il faut avoir à l'esprit deux conditions d'un poids considérable. En premier lieu, il n'est pas dit que les grands espoirs suscités par une victoire électorale de la gauche se traduiront directement en une nouvelle et plus forte poussée de luttes; celle-ci se heurtera aux "tendances à l'attente confiante" que les réformistes tenteront d'alimenter de toutes leurs forces.

En deuxième lieu, et c'est ce qui compte le plus, les actuels rapports de forces dans le mouvement ouvrier et populaire voient les réformistes en position hégémonique et les révolutionnaires en position minoritaire. Ils

sont certes capables de développer une hégémonie sur d'importants objectifs et mouvements de lutte mais sont encore incapables de la consolider dans un projet stratégique d'une certaine ampleur.

Le problème central auquel nous devons nous mesurer sera donc d'"être le levain" de la poussée de fond présente dans le mouvement de masse, pour réussir à la faire émerger et à la faire peser politiquement avec un poids qui aille au-delà de notre force organisationnelle actuelle.

Ce qui peut nous permettre de surmonter ce fossé (entre nécessités objectives et nos propres forces) est la force objective des contradictions de classes, leur reflet dans la conscience des masses. Mais nous réussirons à faire peser cette force de manière politiquement précise et incisive seulement lorsque nous serons aptes à l'orienter sur la base d'un programme : avant tout un programme immédiat portant sur les contradictions les plus aiguës et les plus dramatiques de la situation et sur lesquelles un "gouvernement des gauches" devra se déterminer dès sa formation. (...)

Programme de lutte, programme de gouvernement

Ce programme doit être en même temps un programme de lutte et un programme de gouvernement. En premier lieu, programme de lutte : d'une part, parce que chaque programme politique des révolutionnaires doit naître des masses et de leur expérience de lutte et savoir y retourner sous forme d'indications systématiques, autour desquelles peut se concentrer la force de la lutte, afin de la faire peser de manière politiquement déterminante; d'autre part parce que, la condition essentielle d'un progrès politique, d'autant plus dans cette phase, consiste dans l'autonomie du mouvement de classe, dans sa capacité à porter en avant ses objectifs principaux sans les subordonner aux équilibres politiques passés auxquels les réformistes voudraient les contraindre.

Mais, également, un programme de gouvernement. En quel sens ? Certes pas dans le sens illusoire de celui qui se sent désormais une "force de gouvernement", acceptée et influente, et pense pouvoir influencer de manière concrète le nouveau gouvernement, grâce à la force de ses propres idées ou de sa propre présence parlementaire. "Programme de gouvernement" veut dire autre chose.

Avant tout, cela signifie assumer pleinement un fait fondamentalement nouveau qui caractérise la période du "gouvernement des gauches" : c'est-à-dire la possibilité (mais non la certitude automatique !) que surgisse un gouvernement qui soit au moins partiellement un instru-

ment utilisable par les masses populaires dans leurs luttes plutôt que d'être un instrument entièrement dans les mains de leurs ennemis.

Cela signifie que, au moment même où les masses luttent pour un objectif, elles doivent se poser la question de la façon dont un gouvernement peut agir pour ce même objectif. Par exemple, si on lutte pour la création d'un nombre déterminé de postes de travail, il s'agira de définir en même temps le type de politique économique gouvernementale adapté à la réalisation de cet objectif (en termes d'investissements publics directs, de contrôle du crédit, etc). Mais cela implique également définir une échelle des priorités dans les objectifs du mouvement de masse qui tiennent également (mais non seulement) compte des marges de manœuvres "autolimitées" par la volonté de compromis des réformistes, mais de celles définies par les rapports de forces entre les classes et par certaines "résistances" (économiques et institutionnelles) non éliminables dans cette courte période.

Concrètement, cela nécessite la définition d'un programme faisant référence prioritairement aux problèmes de la crise en cours et comportant un double ordre d'objectifs : d'une part, donner la force maximale aux objectifs de défense des intérêts populaires surgis des luttes dans cette phase de crise; d'autre part, déterminer les contenus de classe de la politique avec laquelle le gouvernement de gauche affrontera la crise, c'est-à-dire la "distribution des coûts" de la crise et le type de modification qui, à travers la crise, se produiront dans la structure et le développement économiques. Le développement (même s'il est inévitablement partiel et contradictoire, non généralisable dans des formes institutionnelles) de formes de contrôle ouvrier et populaire constitue le terrain fondamental sur lequel s'effectue une soudure entre les deux niveaux ("de lutte" et "de gouvernement") de ce programme. (...)

Le mouvement de masse et le gouvernement des gauches

Dans la lutte complexe pour la constitution du "gouvernement des gauches", le développement maximum et autonome des initiatives du mouvement de masse est d'une importance décisive. En aucune manière, il ne devra se subordonner à l'encadrement contraignant des équilibres précaires produits des compromis que tenteront de passer les partis réformistes. La raison de fond de cette option est due au fait que la réalisation de notre projet politique - "un gouvernement des gauches" fondé sur un programme anticapitaliste de sortie de la crise - possède comme élément moteur la nécessité de transférer, également sur le plan institutionnel, la force et les objectifs qui se sont exprimés jusqu'à maintenant sur le plan social. Du rapport qui s'établira

entre la force que la gauche aura au Parlement et les luttes de masse dans le pays dépendra dans une grande mesure le développement du contexte politique après les élections. Rien n'est plus faux que l'illusion consistant à ouvrir la voie au "gouvernement des gauches", à rendre acceptables ses mesures de transformation sociale, en demandant aux masses une délégation de pouvoir et offrant leur passivité à l'adversaire.

Un tel marché, proposé à plusieurs reprises par le secteur avancé de la bourgeoisie et suscitant la bienveillance évidente des directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier - pourtant refusé à maintes reprises par la réalité du mouvement de masse - sera reproposé de manière bien plus dangereuse et subtile dans le cas d'une victoire électorale et d'une présence directe du PCI dans la majorité gouvernementale. D'importance égale est le fait, qu'une fois constitué, "le gouvernement des gauches" sera harcelé et soutenu par une lutte de masse étendue et forte. Sur cela se fondent aussi bien la garantie de la survivance même du "gouvernement des gauches" que la possibilité d'ouvrir concrètement le chemin vers le pouvoir populaire.

La première raison en est que le gouvernement n'est pas encore le pouvoir. La lutte des classes, à ce point, se trouve face à ses échéances les plus difficiles. Seule la mobilisation et la présence organisée des masses peut surmonter les obstacles, éviter les contre-offensives et également empêcher indécisions et reculs d'un gouvernement qui, ne l'oublions pas, naît comme gouvernement de coalition et sera donc dirigé par des forces réformistes, socialement hétérogènes et à structure d'organisation bureaucratifiée.

La deuxième raison réside dans le fait que seul un mouvement de masse toujours plus actif et étendu est en mesure de créer un climat de mobilisation, de transformer l'orientation des couches sociales incertaines. Faute de quoi, l'action du gouvernement, qui ne peut pas ne pas déranger des équilibres établis, ne pas toucher à des intérêts multiples, ne pas connaître mille difficultés, se trouverait bien vite devant une vague de protestations corporatistes et serait contrainte à reculer, comme cela est arrivé si souvent lors d'expériences antérieures. (...)

Une troisième raison a trait aux "problèmes à long terme" et est liée à la qualité nouvelle de la crise actuelle, au type de programme nécessaire pour l'affronter et au type de perspective révolutionnaire qui en découle. C'est la suivante : la prise du pouvoir et son exercice ne peuvent être conçus aujourd'hui, ni seulement, ni avant tout, comme une simple extension des instruments d'intervention de l'Etat (même dirigé par des partis ouvriers) ou encore comme une simple radicalisation

des objectifs du "gouvernement des gauches", mais bien comme un processus articulé et prolongé de lutte pour le pouvoir, à travers la réalisation de formes de contrôle ouvrier et populaire sur tout le tissu social, un processus dont le "gouvernement des gauches" sera poussé à en être l'instrument. (...)

Cette perspective stratégique exclut donc d'autres hypothèses, avec leurs conséquences sur la direction que l'on tente d'imprimer au mouvement de masse.

D'une part, elle exclut l'hypothèse selon laquelle le "gouvernement des gauches" ouvrirait la voie à la révolution dans la mesure où il sera rapidement "brûlé" par les contradictions aiguës entre sa politique et le mouvement de masse. D'autre part, elle exclut l'hypothèse d'un "gouvernement des gauches" qui constituerait par lui-même la condition d'une sorte de "croissance harmonique" du pouvoir ouvrier et populaire dans la société, de telle manière que, par progrès successifs, il finisse par modifier la nature de classe du pouvoir.

Une hypothèse de ce genre oublie deux questions fondamentales. Premièrement, l'antagonisme irréductible entre pouvoir populaire et pouvoir bourgeois, raison pour laquelle est inimaginable une croissance graduelle du premier à l'intérieur du second. Deuxièmement, la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement ouvrier, raison pour laquelle il n'est pas pensable qu'un "gouvernement des gauches", né sous l'hégémonie réformiste évolue "naturellement" jusqu'à devenir un instrument docile du processus révolutionnaire. (...)

Quel type de gouvernement de masse, sur quels objectifs prioritaires, dans quel rapport avec l'action du gouvernement ? (...)

Ce qu'il importe d'affirmer ici, toutefois, parce que cela implique un grand effort théorique et pratique également de notre part, c'est la nécessité de construire le mouvement de masse à un nouveau niveau, un mouvement capable d'une autonomie complète envers le "gouvernement des gauches", mais également susceptible de comprendre et d'utiliser la nouveauté constituée par celui-ci. En quelque sorte, un mouvement qui refuse la délégation, sans pour autant offrir un quelconque espace à l'agitation corporatiste et "poujadiste".

De ce point de vue, le rôle du syndicat est essentiel. C'est l'unique organisation capable - si elle suit une ligne de classe correcte - de recueillir la poussée immédiate de la lutte des masses et d'en opérer une première unification et organisation, capable de la faire peser positivement au niveau politique sur l'orientation même du gouvernement, tout en évitant les risques aussi bien de luttes exem-

plaires qui restent isolées et exposées à un "nouveau modèle de répression", que de luttes qui se maintiennent confinées à un milieu corporatif et puissant, donc, à la limite, devenir les instruments de la contre-offensive réactionnaire. Il est donc nécessaire que :

- a) se reconstruise une effective autonomie de classe du syndicat, refusant le rôle de "syndicat du régime";
- b) que cette autonomie mette au centre l'unité de la classe ouvrière, la capacité d'unifier ses mobilisations combattives autour d'une stratégie cohérente, et non pas la simple représentation éparpillée des diverses luttes sectorielles (il faut donc refuser le faux dilemme entre "la vision globale liée à la trêve sociale" et "l'autonomie de luttes restreintes aux limites corporatistes").

Cette orientation générale comporte une série d'implications :

- en ce qui concerne les objectifs, la défense et le développement de l'emploi doivent devenir les éléments centraux et unificateurs de l'action syndicale; l'autre axe central doit naturellement être la défense du salaire, avec une mise en évidence particulière des formes de "défense sociale" (lutte contre la vie chère);
- en ce qui concerne les structures organisationnelles du syndicat, la capacité de relancer les structures démocratiques de base là où elles existent est décisive, de même qu'est essentielle leur construction dans de nouveaux domaines. Voilà, la condition décisive pour la réalisation de trois buts politiques : 1) pour construire une autonomie de classe effective dans le syndicat; 2) pour relancer un processus d'unification syndicale qui ne se fonde pas sur des compromis paralysants et s'oppose à la tendance à reproduire dans le syndicat les heurts et les accords entre les directions des partis politiques; 3) pour construire à la base l'unité entre les diverses couches du prolétariat, et développer, à partir de ces nouvelles capacités, le contrôle ouvrier sur les grandes orientations de politique économique;
- en ce qui concerne la stratégie de lutte du syndicat, déterminante est la capacité de relier des thèmes de lutte généraux avec une stratégie articulée : la seule stratégie qui permette de ne pas se limiter à une vague pression, avec la soumission à la politique gouvernementale qui en découle, mais de construire des formes de contrôle à la base sur la réalisation des objectifs que l'on veut atteindre.

Enfin, le rôle décisif du syndicat est évident dans la défense et le développement des formes de démocratie, contre les tentatives d'attaques réactionnaires qui se développeront sans aucun doute. (...) Mais, justement, à cause de l'importance politique que le mouvement de masse revêt dans cette période, il est clair que notre action au niveau de masse ne peut se limiter à la tâche - pourtant déterminante - d'affirmer une ligne de classe dans le syndicat.

Nous devons donc nous engager à construire des formes autonomes de mouvement et d'organisation des masses sur divers terrains et à divers niveaux.

a) Sur les terrains mêmes où se développe aujourd'hui l'action du syndicat, il est nécessaire de développer des formes d'organisation larges et unitaires de l'avant-garde des luttes, capables de renforcer, à travers l'orientation politique, et si nécessaire par le moyen d'initiatives autonomes de lutte, la pression des masses sur le syndicat; il s'agit donc de recueillir l'expérience développée en fabriquant, par les CUB (Comités Unitaires à la Base), des collectifs de DP, et d'autres formes analogues d'organisation, en l'insérant dans une perspective politique plus consciente, capable d'influer sur la ligne du syndicat et sur la politique du gouvernement.

b) D'autres formes d'organisation autonome des masses seront consolidées et étendues sur ces terrains et par rapport à ces problèmes que l'action syndicale n'a pas touchés directement jusqu'à présent, ou n'a atteint que de façon tout-à-fait inadéquate : la lutte pour le logement, contre l'augmentation du coût de la vie, sur le prix des transports publics, les luttes des soldats, des sous-officiers, le combat pour la syndicalisation dans les forces de police. Elles doivent avoir comme objectif, soit de conquérir directement certaines revendications que le syndicat ne prend pas en charge (les liant à une perspective cohérente du "gouvernement des gauches"), soit de contraindre le syndicat à intervenir réellement sur ces terrains, prenant en charge les revendications essentielles exprimées par le mouvement de masse qui se développe déjà de façon autonome.

c) Enfin, il existe un mouvement autonome de masse qui ne peut que de façon très partielle être assumé par le syndicat, même si ce dernier est dirigé par une orientation de classe : le mouvement de libération de la femme. Celui-ci exprime une contradiction au sein même du prolétariat, qui se prolonge même à l'intérieur de ses secteurs révolutionnaires, et qui ne peut pas être résolue entièrement dans le cadre d'une ligne syndicale de classe correcte, parce qu'elle est en rapport avec des questions concernant le processus révolutionnaire dans sa totalité et la construction même du socialisme. (...)

Tous ces mouvements autonomes au niveau des masses, sur leurs différents terrains et avec des rapports divers avec le mouvement syndical, doivent et peuvent avoir un élément stratégique en commun. Celui d'être des facteurs propulsant et dirigeant, du point de vue politique, le développement de formes de contrôle ouvrier et populaire, éléments caractéristiques de cette nouvelle phase d'affrontement entre les classes et qui sera de même le terrain décisif sur lequel l'orientation révolutionnaire peut exprimer sa capacité d'hégémoniser le mouvement des masses.

LC

"GOUVERNEMENT DES GAUCHES"



ET POUVOIR POPULAIRE

Nous publions ici des extraits de deux documents programmatiques de Lotta Continua, (LC), l'un du 23 mai 1976 et l'autre du 14 juin 1976. Ce dernier est intitulé : "Le gouvernement des gauches et le pouvoir populaire". Lotta Continua indique dans l'introduction à cette déclaration que : "Faire la clarté sur les perspectives politiques est un devoir précis, peut-être le plus important dans cette dernière partie de la campagne électorale, que les révolutionnaires ont envers les masses." Ce texte apparaît donc comme un élément important dans le débat ouvert entre les diverses composantes de la "gauche révolutionnaire" réunies, pour ces élections, sous la dénomination de "Democratie Prolétarienne".



UN TOURNANT HISTORIQUE

En Italie, nous sommes à la veille d'un grand tournant politique, que le vote du 20 juin devra rendre définitif. Ce tournant, c'est la liquidation du régime démocrate-chrétien, c'est-à-dire d'un système fondé sur la corruption (Gava - député démocrate-chrétien de Naples - et Crociani - industriel mêlé au scandale Lookheed -, Leone et les pétroliers), sur la mafia, sur le terrorisme (attentat d'extrême-droite de la Place Fontana, 14 morts; l'Italicus - attentat fasciste contre ce train-express nommé Italicus -, services secrets), sur l'ignorance et sur le préjudice (rackett de la télévision, école, intégralisme clérical), sur la répression (code fasciste, loi Reale = loi anti-casseurs; Celere - police de choc - et carabinieri).

La Démocratie-Chrétienne a gouverné l'Italie pendant 30 ans, occupant tous les centres du pouvoir et toutes les institutions de l'Etat pour le compte du grand capital (Agnelli - de la Fiat - et Cefis - dirigeant de la Montedison -), des grands spéculateurs et banquiers (Sindona et Carli), de l'OTAN, c'est-à-dire de l'impérialisme américain et allemand. La défaite de la DC, la liquidation de son régime, le "gouvernement des gauches" (governo delle sinistre) avec un programme qui reflète les objectifs des luttes ouvrières et l'affirmation des révolutionnaires, donc des listes de DP et des candidats de Lotta Continua, sont les trois grands objectifs de ces élections. Ce sont trois objectifs liés entre eux : aucun d'entre eux n'est possible sans les autres (...)

Avec la lutte et le vote : accroissons la force des révolutionnaires

Alors qu'au cours de l'année passée, avec leurs luttes, les ouvriers et les chômeurs, les femmes et les étudiants, les jeunes et les vieux, ont construit la force qui a renversé le gouvernement Moro et qui a rendu impossible pour la DC la formation d'un autre gouvernement, les dirigeants du PCI ont élaboré une nouvelle proposition, celle d'un gouvernement d'unité nationale; un gouvernement d'unité avec les partis bourgeois (DC, PRI - Parti Républicain Italien, PSDI - Parti Social Démocrate Italien de Saragat, Parti Libéral), prenant en charge les intérêts et le programme économique de la Confindustria (programme d'urgence) liée à l'OTAN et aux USA, c'est-à-dire à ceux qui ont anéanti dans le sang la liberté et la démocratie au Chili.

Un gouvernement comme celui que propose le PCI risque de n'être qu'une mauvaise répétition de ce qu'a été le gouvernement Moro. C'est

pourquoi il faut anéantir ce projet, avant tout par la lutte, mais aussi par le vote. Ce qui implique donner le soutien le plus large et le plus actif aux listes de DP, qui rassemble toutes les forces révolutionnaires et toutes les forces organisées qui veulent un tournant réel et radical. Les révolutionnaires ne se présentent pas aux élections uniquement pour se compter : ils veulent aller au Parlement et ils veulent aller au Gouvernement pour y porter les objectifs et les revendications des masses. Ceci seulement à la condition que la lutte des classes crée dans le pays les conditions et les rapports de forces qui leur permettent de jouer un rôle déterminant. C'est pourquoi pour nous, les rapports entre le vote et la lutte sont très étroits.

Gouvernement des gauches, élections bourgeoises et pouvoir populaire

La société dans laquelle nous vivons est une société capitaliste où commandent les patrons et les exploités.

L'Etat italien est un Etat bourgeois, c'est-à-dire une organisation des patrons et des exploités, fait pour opprimer les ouvriers et les exploités.

Un gouvernement même de gauche, très avancé, comme celui pour lequel nous luttons, ne pourra jamais changer la nature de cet Etat, ne pourra jamais satisfaire entièrement les intérêts des prolétaires.

L'Etat n'est pas le gouvernement. Le pouvoir de l'Etat se fonde sur l'armée, sur la police et les carabinieri (gendarmerie), sur la justice et les prisons, sur les grandes banques et les grands groupes économiques qui ne s'élisent pas, qui sont faits pour la défense des intérêts des patrons. Ils constitueront - et ils le font déjà en grande partie - la base sur laquelle comptent la bourgeoisie, l'impérialisme et la réaction, pour tenter de récupérer, même avec la force et avec le sang, le terrain perdu.

Le pouvoir ouvrier ne se délègue pas, ni dans l'usine, ni dans la société, ni sur le plan gouvernemental. La force nécessaire pour continuer à combattre les patrons et les exploités, pour prévenir et repousser les coups d'Etat fascistes et les manœuvres de la réaction est et sera toujours et seulement l'unité, l'organisation, la clarté politique des masses. Cette dernière sera la construction et la croissance d'un réseau d'organismes de masse dans l'usine, dans les casernes, dans les quartiers, directement contrôlé par les prolétaires. Elle est et sera le développement du "pouvoir populaire" aujourd'hui et dans la phase à venir. C'est de là que devra naître le nouvel Etat prolétarien, après la prise du pouvoir, c'est-à-dire quand l'appareil militaire bourgeois et factieux sera détruit.

Un gouvernement de gauche et politiquement avancé peut et doit être un instrument important pour la construction du pouvoir populaire. Il peut et doit appuyer le programme, les luttes et le développement de l'organisation ouvrière. Il peut et doit servir à désorganiser et à désorienter les rangs de l'adversaire de classe. Il peut empêcher que les patrons et les exploiters utilisent les lois et les instruments du gouvernement pour leur spéculation, pour leur attaque contre le salaire et l'emploi. Il peut empêcher que les réactionnaires et les factieux s'insèrent dans les ministères ou utilisent l'appareil d'Etat pour porter en avant leurs projets, comme ils le font aujourd'hui. Il peut empêcher que les exploiters et les réactionnaires de toute sorte utilisent l'argent et les moyens de l'Etat (comme la radio, la télévision, l'école, les journaux financés par le budget public) pour calomnier les luttes des ouvriers et faire le consensus autour de leurs projets. Ceci est notre "programme de gouvernement". Il peut paraître fort limité, mais les ouvriers qui ont eu l'expérience directe de lutte savent qu'il est important.

24 mai 1976



① AUTONOMIE DES MOUVEMENTS DE MASSE ET GESTION INSTITUTIONNELLE DES GAUCHES AU GOUVERNEMENT.

La première question sur laquelle la capacité d'orientation des révolutionnaires doit encore beaucoup se développer est celle du rapport entre les mouvements de masse, dans leur autonomie, et la gestion des instruments institutionnels du gouvernement par les gauches.

Nous savons bien que le gouvernement des gauches n'est pas le débouché mécanique des élections du 20 juin et qu'une lutte dure et difficile sera nécessaire pour l'imposer. Les révolutionnaires s'engagent à la mener pleinement parmi les masses et au Parlement. Mais justement, c'est parce que nous mettons au centre des débouchés de la crise la volonté des masses et l'initiative tenace des révolutionnaires dans cette direction, que nous pensons nécessaire et juste de discuter, dès maintenant, des perspectives même les plus générales et celles de nature "stratégique".

Jusqu'ici sur le problème du rapport entre la lutte des masses et les instruments du gouvernement, entre la construction du pouvoir populaire et l'intervention dans les institutions, les organisations de la gauche révolutionnaire ont développé un débat, pas toujours clair et explicite. Parfois, il se réduisait à des schématismes faciles entre ceux qui semblaient privilégier "le mouvement" ainsi que le "programme maximum" et ceux qui, au contraire,

privilégiaient les "institutions" et le "programme minimum".

Nous pensons pouvoir contribuer à faire progresser le débat, en posant le problème à partir de son noyau rationnel, qui est celui du pouvoir et des fondements de son autorité.

② LA LUTTE POUR LE POUVOIR APRES LE 20 JUIN.

Avec la conquête du gouvernement par les gauches (objectif loin d'être atteint au lendemain du 20 juin) s'ouvre la phase de la lutte pour le pouvoir. Ainsi, une période s'ouvre durant laquelle, aussi bien sur le plan social qu'au sein des appareils institutionnels, se développera une accélération de la poussée et des initiatives des classes, dans des directions opposées. Ceci caractérise déjà de façon aiguë la phase dont nous sortons: le contrôle ouvrier dans l'usine (sur l'organisation du travail, sur les cadences, sur le nombre d'emplois, sur les plans de reconversion de l'entreprise) contre la "liberté d'entreprise" et le despotisme patronal; l'affrontement dans les forces armées entre les soldats et les sous-officiers démocratiques et la hiérarchie réactionnaire; les heurts entre les chômeurs et la mafia démocrate-chrétienne sur la gestion des bureaux de chômage, etc. Evidemment, dans cette sorte de "diffusion" de l'affrontement pour le contrôle et le pouvoir - qui investira les principaux lieux de travail, de vie communautaire des masses, de même que les institutions -, les divers "centres" du conflit ne peuvent être mis tous sur le même plan.

Et cela, non seulement parce que les révolutionnaires et les masses développent "chez eux" (dans l'usine) l'affrontement social, et "hors de chez eux" l'affrontement au sein des institutions. La raison est plus profonde et plus substantielle.

L'approfondissement de la poussée des masses vers l'auto-organisation et vers la construction du "pouvoir populaire" dans les principaux centres de la vie communautaire passent par un affrontement direct avec la liberté d'initiative des patrons et des hiérarchies du régime démocrate-chrétien. Il provoquera une accentuation d'un processus (qui est déjà en action depuis longtemps) où les centres nerveux de la réaction s'agripperont aux principales institutions exécutives et répressives, en particulier les institutions financières (grandes banques et banques centrales qui constituent le pilier du commandement financier et impérialiste sur notre pays), militaires et judiciaires.

L'orientation des révolutionnaires, qui possède son centre de gravité dans le soutien sans réserve à l'initiative autonome des masses et à la construction du pouvoir populaire, peut aussi s'exprimer à l'intérieur des institutions (non seulement dans celles élues mais égale-

ment dans les exécutifs contrôlés par le gouvernement) dans une direction précise. Dans les forces armées, dans la magistrature, dans les institutions bancaires et dans les appareils d'Etat qui contrôlent l'économie (les ministères et les différents organismes centraux et régionaux), on lutte pour briser ces centres de commandement, véhicules de la violence de classe de la bourgeoisie, pour en dénaturer leur fonctionnement, pour paralyser leur capacité de contre-offensive réactionnaire et pour faire avancer le contrôle démocratique et populaire en leur sein. Dans ce sens, il faut "les plier" au service de la construction du pouvoir populaire. C'est ce que nous entendons quand nous disons que la nouvelle source de légitimité, qui s'affirmera dans la lutte pour le pouvoir, est toujours plus la volonté fondamentale des masses organisées dans les structures autonomes de pouvoir, embryons de "l'Etat ouvrier", est toujours moins le "droit" entendu comme forme d'auto-perpétuation des institutions de l'Etat (à ce sujet, la lutte que le mouvement des soldats démocratiques mène contre le règlement disciplinaire des forces armées est exemplaire).

3 GOUVERNEMENT ET UNITE DE LA GAUCHE

C'est à l'intérieur de ce cadre, qu'il faut placer la discussion sur le rôle des gauches au gouvernement, et, en particulier, celle du rapport entre révolutionnaires et réformistes.

Il est évident que ces derniers, majoritaires et hégémoniques dans les possibles formations gouvernementales de gauche, seront soumis à de violentes sollicitations dans un sens ou dans un autre, à la nécessité de faire des choix dans une direction ou dans une autre; c'est-à-dire soit la consolidation de "l'efficacité" intrinsèque des appareils institutionnels (discipline hiérarchique dans les forces armées, sélection dans le contrôle du marché du travail et dans l'orientation des dépenses publiques, efficacité autoritaire dans les lieux de travail, etc.), soit l'utilisation de leurs contradictions internes pour étendre le contrôle prolétarien.

C'est sur cette question concrète et décisive qu'il faut poser le problème de l'unité des gauches : quels choix le PCI et le PSI sont-ils disposés à faire ? Les exemples dont nous disposons jusqu'ici (...) annoncent une subordination marquée à la première solution, c'est-à-dire une affirmation de la continuité de l'Etat et de ses appareils institutionnels de direction. C'est une ligne qui, au niveau du contenu, correspond à une acceptation d'une sorte de politique des revenus et de trêve sociale (même aujourd'hui le caractère inamovible de l'échelle mobile des salaires est remis en question), de réduction des dépenses publiques de nature sociale, de la croissance de la productivité grâce à une plus grande

discipline du travail, du maintien des liens internationaux de l'Italie (Marché Commun, etc.).

Nous savons très bien que la phase qui s'ouvre sera très mouvementée, que diverses perspectives sont sur le tapis, que la violence des pressions auxquelles seront soumis les partis de gauche traditionnels produiront des contradictions très profondes en leur sein. La lutte pour l'hégémonie d'une ligne révolutionnaire sur le gouvernement des gauches doit être menée à fond en utilisant toutes les marges de manoeuvre et tous les moyens possibles.

L'unité politique et programmatique des révolutionnaires est d'autant plus urgente dans cette situation. Nous avons de nombreux exemples de cette capacité d'hégémonie des révolutionnaires, qu'une telle unité réussit à multiplier (l'ample unité qui a regroupé des couches larges et des personnalités connues liées aux partis réformistes lors de la campagne pour la mise hors-la-loi du MSI et lors de la lutte contre la loi Reale; l'unité électorale dernièrement réalisée).

Tels sont les termes plus complexes et dynamiques de la question de "l'unité des gauches", formule qui, dans son aspect général, ne peut être discriminatoire envers aucune force, mais qui doit être en relation avec les contenus concrets de l'affrontement politique au sein des institutions, affrontement reflétant et prolongeant ceux qui se manifestent dans la société.

Il ne s'agit donc pas de privilégier "le mouvement", "le gouvernement", mais l'exigence d'une présence et d'une lutte des révolutionnaires dans les institutions devra être d'autant plus étendue et efficace. La question fondamentale réside dans la façon "d'être" dans les institutions (et d'en concevoir la fonction), ce qui dépend directement de la façon "d'être" dans le mouvement (et d'en comprendre le rôle de protagoniste et de source de toute nouvelle légalité).

4 QUELS "INSTRUMENTS" POUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ ?

Dans l'appel de DP publié dans le "Quotidien des Travailleurs" il y a cinq jours (que LC s'est engagée à signer - document reproduit ci-dessus : Inprecor -), il est dit que le "gouvernement des gauches" doit être l'instrument actif d'un processus général de transformation de la société. Cette affirmation, acceptable, est insuffisante et reste très générale si on ne la précise pas dans le sens exposé ci-dessus. Pour que le gouvernement soit "un instrument actif", il est nécessaire que l'hégémonie des révolutionnaires s'impose en son sein sur la base des contenus qui provien-

nent des besoins des masses. Ceci représente une bataille qui reste entièrement à mener, concrètement, sur tous les aspects du programme et de la gestion institutionnelle, à court comme à long terme.

Considérons seulement deux aspects de la crise institutionnelle en Italie, deux aspects absolument centraux pour la gestion de l'économie et pour l'application de tout programme de transformation des structures de la production et de la distribution des revenus : le système bancaire et l'administration publique (...)

La dévotion du PCI envers ce centre crucial du pouvoir financier qu'est la banque d'Italie (...) renoue avec les pires mythes de l'efficacité technocratique.

D'autre part, l'orientation d'abolition du secret bancaire représente l'axe d'une rupture de la fonction anti-prolétarienne des banques et est la colonne vertébrale du contrôle prolétarien sur le crédit, afin d'assurer la mise en pratique de mesures d'orientation du crédit. Il est velléitaire de demander que le crédit "serve au développement de l'emploi", en dehors de cet affrontement fondamental pour la rupture des mécanismes internes de la fonction privée, séparée et anti-prolétarienne du système bancaire. Fuite des capitaux, évasion fiscale, spéculation frauduleuse, sont accomplies systématiquement à l'ombre du secret bancaire jalousement défendu par les puissantes corporations bancaires, à commencer par le gouverneur de la Banque d'Italie. (...) Rendre public et transparent tout le réseau de l'activité bancaire, donner aux organisations des travailleurs le droit d'inspection sur les activités financières d'intérêt national (...), ouvrir au contrôle des travailleurs les réunions du comité interministériel pour le crédit et l'épargne, représentent les préconditions pour opérer une réforme radicale du système bancaire. (...) Il est connu que les entreprises italiennes fonctionnent grâce à des prêts s'élevant à plus de la moitié de leurs avoirs liquides propres et que les institutions de crédits spéciaux contrôlent la majeure partie des crédits pour la reconversion industrielle. Sans revoir les fonctions du système bancaire et le placer sous le contrôle étroit des organisations de travailleurs, beaucoup de revendications sur la défense des postes de travail, sur l'augmentation de l'emploi, sur la reconversion, sont destinées à rester vaines.

Voici donc quelques exemples de la façon dont, à l'intérieur d'un instrument décisif de la politique économique du gouvernement, le système de crédit, la lutte des classes passe et passera toujours plus violemment sous la forme de l'affrontement entre contrôle prolétarien et privatisation de l'institution.

14 juin 1976

GCR

LE MOUVEMENT DE MASSE ET LE



"GOUVERNEMENT DES GAUCHES"

Le texte des GCR que nous publions ci-contre précise les positions de la section italienne de la IVème Internationale, non seulement sur la nature des rapports entre le mouvement de masse et les réformistes, mais aussi sur la caractérisation et la fonction du dit "gouvernement des gauches", ainsi que sur l'attitude que les révolutionnaires doivent adopter face à un tel gouvernement.

Les GCR présentent des candidats sur les listes de DP. Ils ont participé à de nombreux meetings avec Lotta Continua, durant cette campagne électorale. A cette occasion, leur organe, "Bandiera Rossa", fut transformé en hebdomadaire.

Bien que les jeux ne soient pas faits et que l'on ne puisse exclure que la mobilisation toujours plus frénétique de toutes les forces conservatrices et réactionnaires ait un impact sur des couches oscillantes de l'électorat, principalement dans la petite-bourgeoisie urbaine et rurale, il est possible que les partis et organisations du mouvement ouvrier obtiennent la majorité absolue des voix, le 20 juin. Ceci refléterait des rapports de forces qu'ont établi les développements de la lutte des classes au cours des dernières années.

Face à cette éventualité - et pour l'imposer, une lutte intense doit être menée ces prochaines semaines -, il est nécessaire de préciser une série de points et de définir, même du point de vue des principes, les orientations des révolutionnaires.

Un contexte favorable

Avant tout, il serait simplificateur de mettre un signe d'égalité entre l'expérience qui pourrait s'initier en Italie dans quelques semaines ou quelques mois et les expériences d'autres pays - ou de l'Italie elle-même - à d'autres périodes. En fait, des rapports de forces pourraient surgir, nettement plus favorables aux partis ouvriers qu'ils ne le furent, par exemple, au moment du succès des Fronts Populaires en Espagne et en France, en 1936. Ceci, du reste, correspondrait - et c'est un point essentiel à ne pas oublier un instant - à une crise plus profonde et plus globale de la société capitaliste. Ce ne serait pas l'expression d'une explosion imprévue ou d'une série de luttes circonscrites dans le temps, mais bien d'une longue progression commencée depuis près d'une décennie, sans de véritables inversions de tendance. Elle n'a d'ailleurs pas englobé la seule classe ouvrière et le mouvement étudiant, mais toutes les couches exploitées et opprimées de la société capitaliste. Au cours de cette période, plus que dans n'importe quel autre pays européen, des avant-gardes sociales larges ont émergé et ont joué un rôle de premier plan à diverses occasions. Elles échappèrent au contrôle des directions réformistes bureaucratiques et recherchèrent, même empiriquement et épisodiquement, des solutions alternatives. Enfin, le contexte international paraît être particulièrement favorable. L'impérialisme américain paye les frais d'une défaite historique au Vietnam et se trouve dans l'impossibilité, du moins pour un certain temps, d'entreprendre des interventions militaires et peut difficilement assumer des attitudes politiques très sévères. En outre, la crise révolutionnaire qui mûrit en Italie est reliée à des situations potentiellement explosives dans d'autres pays d'Europe méridionale (Espagne, mais également la France, alors que l'on ne peut pas encore parler de restabilisation au Portugal).

Les réformistes, les masses et la crise

La première conclusion que l'on doit tirer de ces rappels analytiques sommaires est la suivante : une majorité pour les partis ouvriers s'affirmerait dans un contexte rendant difficile aux directions réformistes de se limiter à remplir des fonctions de gestion du système, de simple rationalisation ou d'actions réformistes modérées, de fixer dès le début les règles du jeu avec les forces politiques de la bourgeoisie, de freiner et de canaliser rigoureusement le mouvement des masses. Dans une période où le système est en crise aiguë sur tous les plans, où le dynamisme du mouvement des masses est grand, les directions bureaucratiques réformistes se trouveraient contraintes à choisir entre une collaboration de classe systématique - en renonçant au moins à une partie de leur programme modéré - et à l'adoption de mesures susceptibles de frapper une série d'intérêts établis, loin d'être marginaux. Dans le premier cas, elles iraient vers une défaite rapide, dans le deuxième, elles contribueraient, bien que contre leurs projets et leurs intentions, à aiguïser et à dramatiser les conflits sociaux ainsi que les confrontations politiques.

Le paradoxe de la position des directions réformistes, particulièrement de celle du PCI, réside dans le fait que le succès de leur projet politique pourrait conduire à la situation qu'elles désirent éviter, c'est-à-dire à l'aggravation ultérieure de la paralysie politique. Il est significatif que, vu les exigences de la polémique électorale, aussi bien Lama que Berlinguer ont dû faire allusion, bien qu'avec une grande prudence, à la possibilité qu'une majorité des partis ouvriers soit contrainte d'assumer seule la responsabilité de gouverner, face au refus persistant de la Démocratie-Chrétienne et des autres partis bourgeois, du "compromis historique" et du "gouvernement de coalition démocratique".

Ici se définit la première différence entre réformistes et révolutionnaires. Pendant que les réformistes envisagent un "gouvernement des gauches" comme une solution à adopter seulement in extremis, pour les révolutionnaires imposer un tel gouvernement doit être l'objectif primordial dans cette phase.

Les contradictions économiques et politiques, qui se sont toujours le plus exacerbées dans le cadre de la crise globale du système, peuvent être tranchées seulement à condition d'investir les structures mêmes de la société capitaliste italienne, produit des 30 dernières années. Les réformistes disent vouloir un changement, mais ils s'obstinent à garantir le profit et le fonctionnement "normal" des lois du marché, à agir dans le cadre des structures

politiques de la démocratie bourgeoise, à respecter les prétendus accords internationaux, c'est-à-dire l'insertion de l'Italie dans le bloc politique et militaire impérialiste.

Quel gouvernement ?

La position des révolutionnaires est diamétralement opposée. Il s'agit avant tout d'empêcher que la classe ouvrière et les autres couches exploitées soient les principales victimes de la crise. Tant pis pour les mécanismes économiques du système, si pour satisfaire cette exigence il est nécessaire de les remettre en question ou de les briser, afin que les grandes masses puissent disposer des instruments démocratiques révolutionnaires nécessaires à l'expression de leur volonté et à l'exercice concret de leur hégémonie ! Tant pis pour la constitution républicaine si la réalisation de ce but rentre en contradiction avec le respect formel de son cadre. Il faut, en outre, soustraire le pays à la tutelle de l'impérialisme, lui permettre de se ranger du côté des peuples en lutte pour leur émancipation. Tant pis pour l'OTAN, si cette exigence ne peut pas être satisfaite en se maintenant dans son cadre !

Une telle orientation exige de définir sans ambiguïté la nature du gouvernement qui doit la traduire en pratique. Partant des conditions rappelées, les dirigeants du PCI recherchent non seulement une collaboration générale avec la bourgeoisie ou quelques-uns de ses secteurs, mais spécifiquement avec les partis qui la représentent. Il s'agit de la formule qui privilégie la DC ou de la formule qui envisage une coalition de tous les partis, à l'exception de l'extrême-droite néo-fasciste. Ils pourraient, dans des conditions particulières, être contraints à rectifier le tir, viser à collaborer sur le plan gouvernemental avec un parti mineur quelconque, tel le Parti Républicain, qui plus que jamais jouit de l'appui direct de secteurs de la classe dominante. Pour les révolutionnaires, l'objectif doit être un gouvernement duquel soient exclus tous les représentants, directs ou indirects, de la classe dominante, qui défende les intérêts de la classe ouvrière et des autres couches exploitées, un gouvernement dans lequel soient seulement présents les représentants de ces dernières. Cela signifie un gouvernement composé par le PCI et le PSI - c'est-à-dire par les partis qui jouissent encore de la confiance de la grande majorité des masses laborieuses -, soutenu par les syndicats et toutes les autres organisations de masse. On ne peut pas exclure à priori la possibilité que participent dans un tel gouvernement des indépendants n'étant pas membres des deux partis ou d'éventuels candidats de nouvelles formations disposées à en accepter le programme et la discipline. Mais, aucun parti ou groupe bourgeois - même, éventuellement, en rupture avec les formations traditionnelles - ne devra y être admis.

L'expérience de l'Espagne et du Chili, une fois les différences soulignées, ont mis en lumière le rôle négatif que peuvent jouer des chevaux de Troie de ce genre, indépendamment de leur consistance.

Des objectifs de transition

Il n'est pas possible de tracer ici un programme complet pour un gouvernement des partis ouvriers. On risquerait de faire un exercice littéraire, dû au fait qu'il n'est pas possible de prévoir dès maintenant tous les problèmes qui se poseront et les modalités concrètes avec lesquelles on devra les affronter. L'essentiel c'est d'établir les critères avec lesquels devra être défini ce programme. Ce sont les critères qui ont été employés, par exemple, par Lénine, en précisant les objectifs pour lesquels les masses devaient lutter, dans son fameux ouvrage "La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer", de septembre 1917. Ces critères ont été repris dans quelques documents des premiers congrès de l'Internationale Communiste au moment où l'Europe capitaliste se trouvait dans la crise de l'immédiat après-guerre. Ils ont été confirmés et explicités par Trotsky en 1938, lors d'une autre phase critique pour le système impérialiste à l'échelle mondiale. Ils doivent s'exprimer dans un programme de transition partant des problèmes posés par la situation objective et par ses tendances, correspondant aux exigences effectives des masses et à leur volonté de les satisfaire, stimulant une dynamique de mobilisations et de lutte anti-capitaliste. Sur la base des expériences - qui dans une situation révolutionnaire peuvent s'accomplir avec une rapidité exceptionnelle - les masses se rendront compte que pour atteindre les objectifs qu'elles considèrent essentiels, elles devront enfreindre le cadre de la société et construire un nouveau pouvoir, imposer un gouvernement ayant un contenu social qualitativement différent de tous les précédents.

Donnons l'exemple le plus concret possible. C'est un fait incontestable que la défense de l'emploi et du niveau de vie des masses contre l'érosion inflationniste sont des problèmes primordiaux, compris par l'ensemble du prolétariat comme des exigences que l'on ne peut pas supprimer.

La thèse bourgeoise selon laquelle la solution dépendrait de l'augmentation de la productivité par l'intermédiaire de nouveaux investissements ou, tout au moins, d'une rationalisation du système productif est une mystification. Derrière ces affirmations se cachent en réalité une augmentation de l'armée de réserve (une diminution de la population active effectivement employée) et une intensification de l'exploitation (entraînant la réduction, tout au moins pendant une période, des salaires réels).

La thèse réformiste n'est pas fondamentalement différente, dans la mesure où elle met l'accent sur les investissements et sur la "rationalisation". A cela, il n'est pas possible d'opposer seulement l'idée qu'une véritable "rationalisation" - accomplie non pas aux dépens de, mais en faveur des masses - présuppose la mise en oeuvre d'un projet socialiste fondé sur une économie planifiée. Il faut créer les conditions pour une lutte susceptible d'atteindre cet objectif, pour un saut qualitatif révolutionnaire qui doit en être la précondition, en mobilisant les masses pour des objectifs qu'elles ressentent comme nécessaires et dont la réalisation entraînerait une rupture avec la logique du système dans le contexte donné. La lutte pour la réduction des horaires de travail, sans réduction de salaire, et la lutte pour l'échelle mobile intégrale, sous le contrôle des ouvriers à tous les niveaux, sont les objectifs qui s'inscrivent le mieux dans cette perspective. Les 35 heures, sans diminution de salaire, peuvent garantir non seulement le maintien, mais même l'accroissement du niveau de l'emploi. Dans ce sens, elles ont une portée générale et s'imbriquent avec le mouvement des chômeurs. Il est significatif, que même les représentants des chômeurs organisés aient avancé ce mot d'ordre lors de la grande manifestation nationale des métallurgistes, en décembre dernier à Naples. Il est clair que, dans le contexte actuel, lutter pour cet objectif équivaut à enfreindre le prétendu seuil d'adaptabilité du système, autrement dit, à s'attaquer aux profits et au pouvoir patronal. La portée de l'échelle mobile qui compense intégralement et immédiatement la totalité du pouvoir d'achat n'a pas besoin d'être démontrée. Tous les travailleurs la comprennent parfaitement. Il reste à souligner en premier lieu la nécessité de réviser le "panier de la ménagère" (listes de produits inclus dans le calcul de l'indice des prix à la consommation) avec l'introduction des produits devenus désormais de consommation courante. Ceci serait une façon concrète de lutter contre la régression du volume de la consommation imposée à la classe ouvrière, étant donné l'énorme augmentation des prix. En deuxième lieu, il faut souligner l'importance d'introduire, en relation avec la revendication de l'échelle mobile, l'idée du contrôle ouvrier lors du relevé des prix et face aux décisions de hausse des prix, etc...

Le programme du PCI pour la campagne électorale a insisté sur l'abandon par les réformistes des nationalisations, c'est-à-dire de l'expropriation de la propriété capitaliste. Pour les révolutionnaires, il ne s'agit pas de souligner en termes généraux la nécessité de frapper les grands groupes monopolistes en les expropriant sans indemnités, mais de déterminer sur quel terrain concret le problème peut se poser à courte échéance, soit par rapport aux problèmes urgents actuels, soit au niveau de l'assimilation de certaines

exigences par les larges masses. Les exemples ne font pas défaut déjà maintenant; ils ne manqueront pas non plus dans le proche avenir. Il y a des patrons qui déclarent ne pas pouvoir continuer leur activité. Ils menacent de faire faillite; ils veulent, avec ces chantages ou avec ces pressions, obtenir le feu vert pour licencier, ainsi que des subsides de l'Etat. Eh bien, si ces messieurs ne s'en sortent plus, ils n'ont qu'à partir. Que leurs entreprises soient nationalisées et, pour éviter que ne se créent de nouvelles fonctions parasitaires, source de corruption et de gestion désastreuse, qu'elles soient mises sous contrôle ouvrier ! Un autre exemple : les trusts du pétrole et les grands réseaux de distribution des produits de consommation spéculent honteusement, ils réalisent des profits fabuleux et favorisent le processus inflationniste, alors que les travailleurs doivent se serrer la ceinture. Un gouvernement des partis ouvriers, au lieu de pleurnicher ou de se limiter aux dénonciations, doit les frapper impitoyablement en décrétant des mesures de nationalisation, sous contrôle ouvrier également. Un raisonnement analogue doit être valable pour le secteur de la construction dans lequel une spéculation effrénée continue à sévir pendant que les prix des logements grimpent jusqu'aux étoiles et que la majorité des travailleurs ne peuvent pas satisfaire leurs besoins élémentaires de logement. Ici aussi la nationalisation, sans indemnisation, de la propriété des spéculateurs immobiliers est une mesure qui s'impose, combinée bien évidemment à d'autres mesures concernant plus directement l'industrie de la construction, et sans lesquelles tout projet de réforme urbaine reste une vaine parole.

Il est certain que, dans le cas d'une victoire des partis ouvriers et de leur avènement au gouvernement, la fuite des capitaux et les spéculations sur le change, qui se sont produites au cours des derniers mois, atteindront des dimensions fantastiques, provoquant la désorganisation de l'ensemble de l'économie. Il est illusoire de penser que l'on évitera le danger en donnant des garanties à droite et à gauche et en proclamant haut et fort le respect des profits, des lois sacro-saintes du marché, des mécanismes de la Communauté Européenne. La réponse devra comprendre des mesures drastiques contre les exportateurs clandestins de capitaux, contre les contrebandiers de valeurs, contre les spéculateurs. Ces messieurs devront être expropriés et frappés juridiquement. Mais tout cela ne pourra avoir qu'une efficacité limitée si d'autres mesures ne sont pas prises : tel le contrôle exercé avec la participation directe des travailleurs sur les activités des banques (l'expérience de la lutte des employés de banque portugais fournit à ce propos des indications utiles) et l'introduction du monopole étatique sur le commerce extérieur (en vue d'éviter les opérations spéculatives sur le change, des gros exportateurs et importateurs).

Les révolutionnaires et le "gouvernement des gauches"

Les défenseurs de la politique du compromis historique ou de la coalition nationale objecteront que, si l'on agit de cette façon, la majorité de 51% finirait par provoquer une situation caractérisée par des tensions, des conflits graves, avec le risque de ruptures dramatiques. Mais est-il possible de sortir d'une crise aussi profonde - que les réformistes mêmes doivent l'admettre -, plongeant ses racines dans les structures du système, sans porter atteinte aux intérêts multiples et puissants, sans rencontrer l'opposition des privilégiés, sans grandes confrontations sociales ? En réalité, nous répétons ce que nous avons dit depuis le début; le gouvernement ouvrier devra effectuer, à échéance presque immédiate, un choix net : se limiter à gérer la crise dans le *statu-quo*, c'est-à-dire remplir la fonction de stabilisateur ou de normalisateur, inévitablement aux dépens des larges masses qui en ont rendu possible sa constitution; ou bien chercher à défendre les besoins élémentaires des masses et donc commencer à frapper au moins une partie des intérêts existants, développant inévitablement une situation conflictuelle, mais avec la conscience que seule cette voie permettra non seulement de maintenir mais d'élargir l'appui des masses mobilisées. Les révolutionnaires devront faire tout ce qui est possible pour créer les conditions de la deuxième alternative.

A ce point se pose le problème de l'attitude des révolutionnaires face à un gouvernement des partis ouvriers à direction réformiste. Pour définir une telle attitude, il faut tenir compte de deux éléments essentiels. En premier lieu, les révolutionnaires, sur la base des leçons de toute l'expérience historique précédente, repoussent l'hypothèse des partis ouvriers traditionnels, selon laquelle le passage au socialisme - après la phase de la "2ème étape de la révolution démocratique antifasciste" - pourra se faire graduellement, grâce à une succession de réformes et à la transformation des structures politiques de la démocratie bourgeoise depuis l'intérieur. Ils ne confondent pas la formation d'un gouvernement des partis ouvriers avec la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est pour cela qu'ils ne pourront en aucun cas s'identifier avec un gouvernement PCI-PSI après le 20 juin, quel que soit le résultat direct des élections, ni réduire leur propre rôle à celui d'un instrument de pression (de l'extérieur ou de l'intérieur, ceci avec leur présence dans un quelconque ministère ou sous-secrétariat). La tâche des révolutionnaires consistera à se situer toujours du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, de la nécessité de la construction et du renforcement du mouvement de masse, et de son organisation démocratique révolutionnaire.

Ceci n'exclut pas de fait l'appui, même formel, à toutes les décisions politiques d'un gouvernement des partis ouvriers, qui frappent effectivement les intérêts des classes dominantes du pays ou des impérialistes étrangers et qui représentent des conquêtes concrètes de la classe ouvrière et de ses alliés. Ceci n'exclut pas la défense du gouvernement qui jouit de la confiance de la majorité des masses contre chaque opération réactionnaire, fasciste ou para-fasciste. Mais cela ne doit comporter ni la moindre confusion de stratégie, le moindre renoncement à sa propre autonomie politique.

Une victoire éventuelle de la gauche le 20 juin s'accompagnera sans doute d'un grand enthousiasme des masses, d'une confiance croissante dans leurs propres forces, d'une volonté de profiter des nouveaux rapports de force sanctionnés aussi au niveau institutionnel. Les conditions favorables à des mobilisations de masse de portée politique globale et à l'émergence de nouveaux organes de mobilisation et d'organisation pourront ainsi être créées. La problématique des organes de démocratie révolutionnaire de type soviétique devra être mise à l'ordre du jour. Sa traduction dans des termes concrets devra constituer l'élément central d'une stratégie révolutionnaire. Par l'intermédiaire de ces organes - comme par l'intermédiaire d'autres organes de masse, tels les syndicats -, le problème crucial de l'autodéfense ouvrière face aux attaques des forces répressives et des bandes fascistes et para-fascistes devra être posée, parmi d'autres.

L'organisation systématique de l'autodéfense devra être liée à un saut qualitatif dans l'intervention au sein des forces armées, pour les droits démocratiques des soldats dans les casernes et à l'extérieur de celles-ci, pour leur organisation autonome à la base. Ce n'est que de cette façon, et non pas en diffusant les illusions sur "l'esprit démocratique" des Forces Armées - officiers et généraux inclus -, ou en ajoutant un quelconque vétéran sur une liste électorale, qu'il sera possible de couper l'herbe sous les pieds, dès le début, à ceux qui songent à répéter dans la Péninsule l'entreprise criminelle du dictateur Pinochet.

Nous avons insisté sur la nécessité qu'un gouvernement des partis ouvriers refuse la collaboration avec des organes militaires de l'impérialisme et nous avons mis à l'ordre du jour, comme objectif immédiat, le retrait du Pacte Atlantique. Plus généralement, sur le plan international également, il sera nécessaire de renverser l'optique des dirigeants réformistes.

Personne ne nie qu'un gouvernement ouvrier doit, le moment venu, manœuvrer, choisir le moment le plus opportun pour agir, s'impo-

ser également des limites (le refus, pendant une longue période, d'expulser les USA de la base de Guantanamo n'a pas empêché les révolutionnaires cubains de développer une courageuse action anti-impérialiste). Mais la logique qu'il s'agit de repousser c'est la prétendue incompatibilité. Il est vrai que l'impérialisme américain, et plus directement certains capitalismes européens, pèsent sur la situation italienne et ne seront pas très tendres dans le choix des moyens. Mais il n'est pas moins vrai que la formation d'un gouvernement ouvrier et l'éventuelle explosion d'une crise révolutionnaire en Italie auraient des répercussions énormes dans toute une série de pays européens. A long terme, la solution sur laquelle insister ne pourra qu'être l'explosion de situations révolutionnaires dans d'autres pays du continent, avec l'instauration d'autres gouvernements ouvriers avec une dynamique possible de conquête du pouvoir par le prolétariat. A court terme, la politique internationale d'un gouvernement ouvrier italien devra savoir combiner n'importe quel compromis tactique inévitable avec des accords économiques et politiques en direction des pays où le capitalisme a été renversé et des appels aux masses et aux partis ouvriers d'autres pays à manifester leur solidarité avec les masses italiennes. Par exemple, la proposition d'un congrès de toutes les organisations syndicales et politiques ouvrières d'Europe, pour combattre l'éventuel sabotage économique contre l'Italie, pourrait avoir un écho extraordinaire même dans les pays où la situation objective reste relativement en retrait.

L'avènement d'un "gouvernement des gauches" et une évolution ultérieure des rapports de forces entre les classes pourront créer des conditions plus favorables pour la construction d'un parti révolutionnaire prêt à lutter pour éliminer l'hégémonie des bureaucraties réformistes. Il ne s'agira pas d'un processus facile ni linéaire, étant donné les différences et les divergences, même très graves, qui existent actuellement entre les formations les plus importantes et les moins importantes de l'extrême-gauche. Mais la nouvelle situation pourra pousser à vérifier et à réexaminer des hypothèses stratégiques, des conceptions générales et des méthodes à la lumière d'exigences surgies concrètement au sein des masses. Les débats du mois d'avril et de la 1ère semaine de mai - non limités aux problèmes de l'opposition électorale - peuvent et doivent se poursuivre, acquérir une plus grande ampleur, devenir plus rigoureux, dépassant les aspects scolastiques, brisant les cristallisations sectaires et balayant le chauvinisme d'organisation. A cette condition, dans le cadre d'une dynamique ascendante du mouvement, des situations nouvelles pourraient se créer et s'affirmer les conditions d'une redistribution des cartes, avec de nouveaux processus d'unification et de polarisation.

Rome, le 28 mai 1976

PORTUGAL

LES ELECTIONS

La campagne électorale présidentielle, au Portugal, se déroule dans un contexte marqué par : la majorité conquise dans l'Assemblée de la République par les partis de la classe ouvrière, le maintien d'une crise de direction politique bourgeoise (malgré le ralliement actuel des partis bourgeois derrière Eanes), une profonde crise économique, la manifestation continue (depuis mars 1976) de la capacité de résistance de la classe ouvrière.

La bourgeoisie, après avoir consolidé relativement ses forces de répression, vise, d'une part, à imposer Eanes avec une large majorité, pour neutraliser sa défaite du 25 avril 1976, d'autre part à laminer le PCP. Si les secteurs dominants de la bourgeoisie manifestent leur accord avec le projet de gouvernement Soares - il promet d'appliquer un programme "de dynamisation du secteur privé" et de "rentabilisation du secteur public" ("Opção", 17-23. 6. 76) -, ils affirment ouvertement, qu'à l'occasion de la première crise de gouvernement, la priorité sera donnée à un "gouvernement d'union nationale". Eanes l'a promis. Car, crise gouvernementale il y aura.

Cette rapide description indique les problèmes qui, demain, seront à l'ordre du jour : la formation du gouvernement et ses crises futures, la syndicalisation et la tenue du 1er Congrès syndical (afin de mettre en place, pour la première fois, une véritable centrale syndicale), l'ampleur de la résistance ouvrière aux plans d'assainissement du gouvernement, avec sa répercussion dans le PS. Les diverses campagnes menées par les candidats à la présidence doivent être situées à partir de ces questions et, aussi, à partir du processus très inégal de développement de la conscience des masses laborieuses portugaises, comme de la nécessaire conquête de leur indépendance de classe. Pour Eanes et Azevedo, les choses sont claires. Ils sont les candidats des patrons, même si le second gêne le premier par ses déclarations intempestives. Le candidat du PCP (Pato), tout en déclarant à priori son respect pour le futur président, centre sa campagne sur le thème : "Ce qui est aujourd'hui en cause, c'est la même question que celle posée en avril (76) : qui gouvernera le pays ? Une sainte-alliance de droite contre les intérêts des travailleurs ? Une alliance de gauche avec les travailleurs ?".

Carvalho affirme que "son parti est le peuple" ("A Capital" 9. 6. 76), que les "partis divisent

le peuple". Il proclame sa totale indépendance envers ceux qui le soutiennent. Mais, il admire Eanes, le chef d'état-major d'une armée dont il est major : "Eanes est un honnête homme, qui peut être utilisé par les forces de droite. Si Eanes est réellement et honnêtement engagé à construire une démocratie telle que je la veux, alors il sera difficile aux partis de droite de le manipuler" ("O Jornal", 9. 6. 76).

La campagne des organisations qui soutiennent Carvalho (UDP, MES, PRP) est tout d'abord désaxée par rapport aux problèmes réels qui se posent et vont se poser aux travailleurs. Ensuite, elle est conduite dans l'illusion d'une victoire électorale d'Otelo (qui fera certes un score important) et reproduit de nombreux mythes pour lesquels les travailleurs portugais ont déjà payé cher. Le directeur d'un hebdomadaire qui soutient la campagne (J. A. Fernandez) doit s'écrier : "Avec le risque de choquer quelques organisations et quelques travailleurs, il est utile de dire qu'Otelo ne va pas gagner les élections ... (Il est grave) de cultiver les illusions d'une victoire électorale qui résoudrait les problèmes du peuple". Les libellés des deux affiches, aux couleurs du drapeau national, sont : "25 avril à la présidence" (avec Otelo en Uniforme de général) et "Un ami à la présidence" !

Enfin, si elle relance le thème du 'pouvoir populaire', la campagne le situe aussi dans les organes mis en place pour ces élections : les GDUP (1). Ceci fait dire au directeur de "Gazeta", pourtant supporter d'Otelo : "Les révolutionnaires ne possèdent pas une alternative claire à la stratégie et à la "démocratie du PCP"... Au fond, ils se placent aux côtés du PCP, comme s'ils avaient rompu avec sa théorie et sa pratique pour n'en donner qu'une version de gauche" (16-24. 6. 76).

Dans la première partie du tract national de la LCI, reproduit ici, est défini le projet de Eanes et du PS et avancé le slogan "Pas un vote pour les candidats bourgeois". Dans ce tract, la LCI explique à la fois ses options politiques centrales et son mot d'ordre de vote pour Pato.

NOTE : (1) GDUP : Groupe de Dynamisation d'Unité Populaire.

☆ ☆ ☆

"OTELO : UN AMI ?

Face aux candidats du 25 novembre (Eanes et Azevedo), Otelo oppose le 25 avril. Il prétend même mettre "le 25 avril à la présidence". En effet, ce "25 avril des capitaines", Otelo le respecte au point de déclarer : "En vérité, j'admire beaucoup Ramalho Eanes pour sa compétence professionnelle et pour son caractère. Les partis politiques qui l'appuyent cherchent précisément à se servir de son nom et de son prestige" ("O Jornal", 9-15. 6. 76) Il parle aussi de l' "unité, de la cohésion, de la discipline de l'armée, de cette armée avec

ses Eanes, ses Jaime Neves, ses Pires Veloso qu'il nous promet de "mettre au service du peuple". Cette armée ne sera jamais au service des travailleurs; le 25 novembre l'a prouvé. Aucune illusion n'est possible. Pourquoi Otelo ne se prononce-t-il pas clairement en faveur de ce qui seul permettrait aux soldats d'être aux côtés des travailleurs dans les futurs combats contre les patrons et leur Etat :

- le droit des travailleurs sous l'uniforme de s'exprimer et de discuter librement dans les casernes, ce qui leur est interdit alors que les généraux et les officiers se transforment en clairons de la réaction;
- le droit des soldats à s'organiser dans un syndicat (lié aux syndicats ouvriers) et en commissions pour élaborer et défendre leurs revendications.

La cause de ce silence réside dans le respect qu'Otelo manifeste pour une armée et un cadre permanent dont il est issu et dont il est encore membre. D'ailleurs, le major Carvalho, tout en insistant sur son respect des officiers, ne manque pas de souligner sa complète indépendance par rapport aux organisations qui appuient sa candidature. Ce n'est pas le moindre paradoxe de voir un candidat qui se réclame de la classe ouvrière prendre plus de distance envers les partis ouvriers qu'envers les officiers bourgeois.

Mais est-ce vraiment du "25 avril à la présidence" dont les travailleurs ont besoin? Les travailleuses et travailleurs, qui aujourd'hui soutiennent la candidature d'Otelo, savent bien que le renforcement des commissions de travailleurs, l'élargissement et l'autonomie des commissions de moradores, le développement des commissions de soldats, la construction d'un syndicat démocratique et indépendant allaient et vont à l'encontre du paternalisme, de la tutelle symbolisée par "l'alliance peuple-MFA". En s'en réclamant encore, Otelo n'indique aux masses laborieuses aucune autre voie que l'impasse dans laquelle les a déjà précipités le MFA.

L'unité des travailleurs, il est vrai, est un objectif décisif. Mais cette unité contre la bourgeoisie, son Etat, ses partis, il faut la construire :

- dans les CT, en assurant leur fonctionnement démocratique, leur élection, la garantie absolue pour tous les courants du mouvement ouvrier de s'exprimer sans aucune exclusive;
- dans les syndicats, en assurant leur indépendance, le droit de tendance, en se battant pour un congrès démocratique de tous les syndicats afin de définir un plan ouvrier de lutte contre la récupération capitaliste;
- entre les partis du mouvement ouvrier, sur la base d'objectifs précis qui stimulent la mobilisation de la classe ouvrière, la riposte à l'offensive des patrons et de leur Etat.

Voilà une réponse concrète à la division ! Par contre, les proclamations "a-partidaires" : - tendent à effacer les différences de classe entre les partis ouvriers et les partis bourgeois et, dès lors, tendent à minimiser,

pour ne pas dire nier, l'importance de la majorité ouvrière (PS-PCP-UDP), conquise lors des élections à l'Assemblée de la République,

- suscitent les illusions dans des solutions providentielles,
- mettent au second rang la nécessité d'une réponse propre des travailleurs organisés dans leurs commissions, syndicats et partis, unis autour d'un plan de lutte.

C'est seulement en construisant cette unité et en répudiant l' "a-partidarisme" que pourront être dynamisés les "organes populaires de base", que pourra être défendu et étendu le contrôle ouvrier, que pourra être approfondie la réforme agraire, ainsi seulement sera battu Eanes et avec lui la réaction.

PATO : UNE MAJORITE DE GAUCHE QUI NE SE CONFRONTE PAS A EANES ?

Octavio Pato, le seul candidat lié à un parti ouvrier, se réclame de la majorité obtenue aux élections législatives par les candidats de la classe ouvrière. Il est vrai que les votes des travailleurs à l'Assemblée de la République expriment leur volonté de mettre en échec le PPD et le CDS, de défendre leurs conquêtes et de continuer la lutte pour le socialisme, pour la démocratie des conseils ouvriers. En votant pour les partis ouvriers, les travailleurs ont voté contre les patrons et la hiérarchie militaire. Or, aujourd'hui, le candidat du PCP déclare ne pas vouloir "hostiliser" Eanes et Pinheiro. Il affirme, de plus, son respect pour le pacte entre le Conseil de la Révolution et les partis, qui donne d'avance à Eanes, le candidat des patrons, une matraque pour "pacifier les entreprises", pour imposer, s'il le faut, par-dessus la tête de cette majorité de gauche, ses volontés à l'Assemblée de la République, au gouvernement.

L'unité des travailleurs qu'invoque aussi Pato ne peut être le simple résultat d'une addition des députés du PS et du PC, ou le produit de pressions envers le PS. Cette unité de la classe ouvrière ne se constituera: - que si sont mis en avant des objectifs et des méthodes de lutte qui emportent l'adhésion aussi bien des travailleurs du PS, de ceux du PCP que de ceux qui, actuellement, se retrouvent dans la campagne d'Otelo;

- que si des revendications unitaires renversant les barrières entre les diverses catégories de travailleurs, entre ouvrières et ouvriers (égalité des salaires) sont défendues avec acharnement;

- que si sont éliminées les méthodes bureaucratiques de manipulation des syndicats, ainsi que des CT et si est garanti le fonctionnement démocratique des organes dont se sont dotées les masses laborieuses;

- que si, face à l'attaque patronale, se dégagent de clairs projets de dynamiser, d'élargir, de coordonner les CT comme de renforcer et d'unifier les syndicats.

Certes, c'est la lutte de classe qui divise le peuple portugais. Mais ce sont les méthodes

sectaires et bureaucratiques qui contribuent à diviser les travailleurs portugais; ce sont les déclarations de confiance envers les "officiers fidèles au 25 avril" qui démobilisent les travailleurs (...)

PREPARER LES COMBATS DE DEMAIN

La bourgeoisie, après son échec lors des élections législatives, reprend courage : avec l'aide de la direction du PS, elle espère rassembler le maximum de voix autour de Eanes (et recueillir indirectement celles qui se porteront sur Azevedo) pour effacer le piteux résultat du 25 avril 1976.

- Pas une voix ne doit manquer pour faire échec à l'opération Eanes !

- Tous les travailleurs manifesteront leur opposition radicale à "ce qu'il promet de tenir" et, par là aussi, ils exprimeront leur rejet du programme que se propose de réaliser le futur premier ministre Soares !

- Si les travailleurs doivent avant tout faire confiance à leurs luttes, à leurs capacités de s'organiser plus solidement dans les CT et les syndicats; si les travailleurs ne feront confiance ni aux nouvelles tentatives de compromis proposées par le PCP, ni à "l'a-partidarisme" et aux solutions miraculeuses d'Otelo; si les travailleurs savent que, contre Eanes, leur combat doit se continuer dans les usines après le 27 juin, ils doivent cependant, aujourd'hui, par leurs votes : prolonger la victoire électorale du 25 avril 1976 et préparer ainsi les conditions pour l'affirmation de solutions indépendantes des masses laborieuses.

- Contre les projets d'un gouvernement d'unité nationale, par leur vote, les travailleurs se prononceront aussi pour un gouvernement du PS et du PCP, qui traduise la majorité ouvrière issue des élections législatives, un gouvernement qui applique un programme de défense et d'extension des conquêtes obtenues dans la lutte, un programme défini par un congrès démocratique de tous les syndicats et exprimant la volonté d'indépendance des travailleurs face à la bourgeoisie !

- Pour la LCI : - voter pour Octavio Pato, n'implique en aucune façon appuyer son programme; dans le cadre de ces élections, c'est la seule manière de manifester la volonté de lutte des travailleurs pour ces objectifs, pour la volonté d'indépendance des travailleurs, contre la politique de Eanes comme de tous ceux qui le soutiennent;

- voter pour le seul candidat d'un parti ouvrier, c'est aussi la possibilité pour les travailleurs d'exiger de ce parti, dans les CT et les syndicats, une politique unitaire de combat contre les généraux et les capitalistes.

VOTEZ OCTAVIO PATO !"

Ligue Communiste Internationaliste

LES ENJEUX DE L'INTERVENTION SYRIENNE

MAGIDA SALMAN

Avec la nouvelle intervention militaire syrienne au Liban, la guerre civile qui n'a connu aucune halte depuis mars 1976, recommence à secouer tout le monde arabe. L'altruisme n'étant pas une caractéristique de la politique des Etats bourgeois, les entreprises de divers Etats arabes ou non pour intervenir au Liban montrent au grand jour la dimension arabe globale et internationale du conflit en cours. Cela est particulièrement manifeste dans les interventions politiques et militaires syriennes, dans les propositions françaises d'envoyer des unités militaires pour rétablir la paix. Enfin, la décision prise par les Etats arabes de constituer une force de paix composée d'unités arabes appelées pour la circonstance "casques verts", couleur traditionnelle de la nation arabe, ne fait plus illusion sur la nature généreuse de ces entreprises.

L'intérêt soudain, sur le plan militaire, manifesté par les puissances impérialistes et les régimes bourgeois arabes (depuis les plus ostensiblement réactionnaires, comme l'Arabie Séoudite, jusqu'aux plus démagogiques comme la Lybie ou l'Irak), indique que l'aspect confessionnel du conflit (voir Inprecor No. 47-48) n'était que l'aspect superficiel d'une guerre qui, en réalité, pose le problème de l'avenir du Proche-Orient dans son ensemble. Les rapports de forces dans la région, le maintien de la prospérité du capital impérialiste et la stabilité des régimes arabes en place (spécialement celui du parti Baas en Syrie), sont quelques-unes des questions qui sont posées actuellement.

Les manoeuvres syriennes et la première intervention

C'est autour des élections présidentielles au Liban (le 8 mai 76) que se manifestèrent les nouvelles démarches préparées par les syriens ; ils étaient devenus les plus crédibles alliés de Washington depuis l'échec militaire flagrant de la droite chrétienne, et les plus intéressés à rétablir "l'ordre au Liban". Un ordre qui briserait et anéantirait les victoires militaires des palestiniens et de la gauche libanaise tout en favorisant la jugulation de la Résistance Palestinienne armée, qui s'est avérée être difficile au Liban.

Elias Sarkis, qui "gagna" les élections, était le candidat de la droite chrétienne, de l'impérialis-

me et du régime baathiste syrien. La décision du régime syrien de tout mettre en oeuvre pour le succès de la candidature de Sarkis s'explique ; en effet ce dernier, personnalité des plus impopulaires, une fois désigné Président d'un Etat libanais complètement détruit avec toutes ses institutions éclatées, ne pouvait remplir ses fonctions qu'en faisant appel à l'intervention syrienne au Liban. Sarkis, autorité des plus influentes dans le

"2è Bureau" du régime du général Chéhab au Liban(1), est le plus à même de ranimer les activités du "2è Bureau", dont les officiers, discrédités et poursuivis par le président François, s'étaient réfugiés chez les militaires et les fameux services secrets syriens où ils entretenaient leur formation policière. La Syrie possédait ainsi un agent qui lui faisait espérer d'être payée en retour pour cette hospitalité, et elle n'a pas hésité un seul instant à peser de tout son poids pour parvenir à ses fins.

Raymond Eddé, dirigeant chrétien réactionnaire ayant adopté une position modérée durant la guerre, s'est opposé à Sarkis. Bien que réputé pour son hostilité à la présence des palestiniens et à leurs activités au Liban, et favorable à la répression contre les palestiniens, il a été malgré tout le candidat soutenu par le PC libanais et la Résistance Palestinienne : la mémoire faisant souvent défaut aux directions de la Résistance Palestinienne et à la gauche libanaise!

Graissant la patte aux députés d'une part, les menaçant de l'autre, les syriens ont fait ainsi élire Sarkis par la Chambre des Députés qui est restée totalement paralysée durant la guerre civile. Au préalable, la Gauche et la Résistance Palestinienne s'étaient fermement opposées à la tenue de ces élections imposées par les syriens. Mais Yasser Arafat, rentré de Damas quelques jours avant la date fixée pour la tenue des élections, après s'être longuement entretenu avec Hafez el-Assad, avait accepté l'élection de Sarkis à la condition que la Syrie n'intervienne pas militairement contre les palestiniens au Liban. Cet accord eut pour effet immédiat de réduire toute résistance effective à la tenue des élections. Sarkis a été élu, grâce à la passivité des palestiniens et de leur alliée, l'Armée du Liban Arabe, exigée par les dirigeants de l'OLP. Arafat, sûr de l'incapacité de n'importe quel nouveau régime libanais à "dompter" les camps armés des palestiniens, naïf quant aux promesses d'Assad et surtout

peu soucieux des problèmes propres des masses et de la gauche libanaise est tombé dans le piège des syriens. Les syriens se sont bien gardés de tenir leurs promesses. Ayant marqué un premier point au niveau interne libanais, ils se préparèrent à exécuter la seconde étape du complot : la jugulation définitive de la Résistance Palestinienne au Liban.

Le rôle central occupé par le Liban dans le cadre de la "solution pacifique" au conflit israélo-arabe est le fait de l'impact et de la force militaire effective des palestiniens qui s'y sont concentrés. L'acharnement du régime baasiste syrien n'est pas seulement dû au désir d'une mainmise syrienne sur la politique du Liban voisin ; il est important dans la mesure où la Syrie veut réaliser la paix globale au Proche-Orient, et qu'elle est consciente que la clé de ce problème se trouve au Liban où est enfoncé le coin palestinien dans le plan syro-américain. Forts de leur influence au Liban depuis le cessez-le-feu de janvier 76, les syriens ont conclu un accord avec les américains : de leur côté, ils rétablissent l'ordre au Liban, y anéantissent toutes les victoires de la Résistance Palestinienne, et étouffent ses libertés d'action effectives. En contre-partie, les américains font pression sur leurs alliés sionistes afin de les entraîner vers une solution fondée sur la mise sur pied d'un mini-Etat palestinien dans un cadre fédéral associant la Jordanie, la Syrie et la Palestine, et soumis à la domination syro-jordanienne. Pour que cette solution soit crédible, il fallait que les syriens prouvent leur capacité à remplir les conditions exigées par l'impérialisme US. Le 12 avril 76, la première intervention syrienne au Liban venait répondre aux exigences des américains ; elle visait à juguler la Résistance Palestinienne, à affaiblir la gauche libanaise contre qui elle orientait franchement son attaque.

L'échec de la première intervention syrienne

Deux mille soldats pénétrèrent au Liban le 12 avril 1976 pour venir à la rescousse de la droite chrétienne en mauvaise posture. Trois jours plus tard, la résistance rencontrée par les troupes syriennes les obligea à arrêter leur avance. Néanmoins, les troupes restèrent stationnées au Liban, même après les élections présidentielles du 8 mai et contrairement aux accords passés entre Arafat et Assad. Victime, comme d'habitude, de ses concessions opportunistes aux régimes arabes bourgeois, Arafat se rend compte qu'il a été trompé. Quelques jours après les élections, la Résistance Palestinienne et la gauche libanaise entamèrent une offensive militaire victorieuse contre les syriens et la droite chrétienne. La détermination des masses palestiniennes et libanaises dans les combats fut décisive ; elle dépassait de loin les appréciations portées tant par leurs directions que par les attaquants syriens. Les directions palestiniennes, fortes de leurs victoires mili-

taires au Liban, de l'importance acquise par les mobilisations des masses arabes palestiniennes au sein des frontières de l'Etat israélien et dans les territoires occupés, n'étaient pas prêtes à faire des concessions importantes touchant à leurs intérêts. Elles n'avaient pas de raisons de se soumettre gratuitement à la Syrie et d'accepter de reproduire dans les camps palestiniens au Liban, la situation des camps palestiniens de Syrie où la Résistance Palestinienne est sans autonomie et sans liberté d'action.

Ainsi, les syriens se sont résignés à reconsidérer leur plan d'attaque. La situation interne en Syrie devenant de plus en plus délicate pour le gouvernement d'Assad, va jouer pour beaucoup dans les étapes du "conflit libanais" qui se sont développées depuis ce temps.

La crise interne syrienne

Instaurée en 1970 à la suite du coup d'Etat qui fit accéder l'aile droite du parti Baas (dirigée par Assad) au pouvoir en Syrie, la dictature militaire n'avait pas eu à faire face immédiatement à de gros problèmes qui auraient pu mettre en danger sa stabilité. La répression féroce et l'efficacité de ses services secrets eurent raison de l'aile dite de gauche du parti Baas, représentée par Salah Jeddid qui fut évincé par le coup d'Assad. Moins dangereuse, l'opposition nassérienne disparut grâce à son assimilation à la coalition établie par le nouveau pouvoir baasiste au lendemain de sa victoire. Cette coalition regroupe le Baas au pouvoir, les petites organisations nassériennes et le PC syrien. Ce dernier, dont l'influence n'est pas négligeable en Syrie, a renoncé à son statut d'oppositionnel au régime afin de participer à une coalition dans laquelle le Baas est la force hégémonique. En fait, le parti Baas gouverne seul, le PCS est là pour applaudir à toutes les initiatives du régime et pour freiner toute révolte éventuelle contre le régime, qui se donne par cette coalition formelle un aspect progressiste.

La guerre civile au Liban, avec toutes les potentialités de bouleversements qu'elle porte en elle pour la région, vient mettre un terme au mythe de la stabilité du régime syrien, et dévoiler au grand jour les contradictions d'un régime dont le pourrissement est déjà patent. Le malaise social en Syrie tient à plusieurs facteurs : les mutations et les crises économiques qui accompagnent la "libéralisation" introduite par Assad et les facilités accordées à la bourgeoisie du secteur privé dont l'influence est de plus en plus manifeste. Cette influence pousse la Syrie à chercher une paix stable au Proche-Orient au prix de grandes concessions à Israël ; cette situation est observée avec amertume par les masses syriennes, imprégnées par les conceptions anti-impérialistes et nationalistes arabes. Et si le secteur public n'est pas encore profondément altéré, il n'en reste pas moins que la bourgeoisie du secteur privé est en pleine pros-

périté depuis l'ouverture du marché syrien aux investissements étrangers appelés par Assad. Il s'ensuit une crise économique qui frise le désastre. La hausse du coût de la vie ne connaît plus de limites, le prix de certaines denrées alimentaires de première nécessité a quintuplé durant les deux dernières années.



Elias Sarkis



Hafez Assad

L'équilibre confessionnel instauré à l'échelon du pouvoir syrien a subi les effets de la gangrène confessionnelle qui s'est exacerbée en Syrie même. Les sunnites, majoritaires en Syrie, ont entrepris une agitation contre le pouvoir. Des organisations d'extrême-droite sunnites soutiennent cette agitation. Le régime est dominé par les allaouites (secte de l'Islam qui représente 10% de la population syrienne) dont Hafez El Assad fait partie.

La crise libanaise et l'intervention syrienne ont fait éclater toutes ces contradictions. L'opposition de gauche est surtout le fait des partisans de Salah Jeddid. Le PCS lui-même continue à apporter sa caution au régime en dépit de la répression dont sont victimes ses membres. L'importance de l'opposition se manifeste au sein même de l'armée et du parti Baas non totalement épurés de leurs anciens éléments issus de l'ancien régime, notamment parmi les étudiants et dans les milieux palestiniens. Des centaines d'arrestations eurent lieu et des dizaines d'étudiants palestiniens furent incarcérés au cours de ces dernières semaines. L'aile représentée dans le parti Baas par Salah Jeddid connaît maintenant un regain d'influence important parmi les officiers syriens.

Menacées par cette situation, les autorités syriennes en place ne disposent plus que d'un allié puissant pour les aider à se maintenir au pouvoir : l'impérialisme US. Elles feront tout leur possible pour établir la paix au Proche-Orient et dans ce but elles feront tout pour dominer la situation militaire au Liban. Assad joue le tout pour le tout. C'est alors que se produit l'intervention militaire syrienne de grande envergure qui commence le 1er juin.

La nouvelle intervention et la résistance populaire

Au cours de la dernière semaine du mois de mai, la droite chrétienne s'est rouvée être nettement débordée sur le plan militaire ; les forces de la gauche libanaise et de la Résistance Palestinienne contrôlent 80% du pays. Les dirigeants bourgeois chrétiens ne peuvent concevoir un changement de la situation ainsi créé qu'à la suite d'une intervention étrangère. La Syrie est seule à pouvoir les sauver. Dans ce but, la direction chrétienne déclenche une offensive, décide le bombardement de quartiers musulmans, afin de provoquer une intervention syrienne qui viendrait "mettre un terme aux massacres".

Ils obtiennent gain de cause ; la Syrie envoie 20.000 hommes au Liban appuyés par des centaines de chars. Entre temps, les phalangistes adhèrent à la proposition d'une table ronde des forces belligérantes libanaises. Cette proposition d'une table ronde sert les intérêts des syriens en Syrie même, car cela les présente comme les arbitres de la situation et non comme les défenseurs de la réaction chrétienne.

Les menaces de l'intervention syrienne sont très concrètement perçues par le camp dit "islamo-progressiste". Fidèles à leurs traditions, les directions palestiniennes pensaient trouver une solution auprès des directions bourgeoises arabes. La première réaction de Yasser Arafat fut de faire appel à la Ligue des Etats Arabes pour qu'elle intervienne auprès des syriens afin de les contraindre à se retirer. Ainsi, pendant trois jours, les syriens avançaient au Liban sans rencontrer une résistance substantielle. Les directions réformistes libanaises et palestiniennes ne sont pas encore prêtes à la riposte ; elles s'attachent à établir des alliances possibles avec les bourgeoisies arabes (et même avec les plus réactionnaires). Mais elles se heurtent à des réactions froides de la part de ces directions bourgeoises, uniquement prêtes à condamner verbalement la Syrie afin de mieux leurrer les masses dans leurs Etats respectifs, évitant d'intervenir réellement contre la Syrie. Fortement sensibilisées par la question palestinienne, les masses de ces différents Etats arabes sont directement touchées par tout bouleversement dans chacun des Etats arabes. Il ne reste plus aux directions palestiniennes et libanaises réformistes qu'une solution pour sauvegarder leur indépendance et même leur existence : organiser la résistance armée pour s'opposer à l'intervention syrienne ; mais par ailleurs, les masses palestiniennes et libanaises n'attendent plus les ordres pour passer à l'action et affronter les troupes syriennes. L'ampleur de la résistance populaire empêche la Syrie d'enregistrer des victoires militaires essentielles et rapides. Des dizaines de chars syriens (tous de fabrication soviétique) sont détruits au Sud et dans la montagne et des centaines de soldats syriens sont faits prisonniers.

La Ligue des Etats Arabes ne pouvait rester silencieuse, d'autant que l'intervention syrienne se prolongeait dans le temps et, de ce fait, empêchait un long silence des directions gouvernementales. Alors, dans le cadre des rivalités politico-économiques traditionnelles entre les directions de ces Etats bourgeois, l'Egypte y alla de sa surenchère pro-palestinienne contre la Syrie, comme la Syrie l'avait fait contre elle au moment des accords sur le Sinaï entre l'Egypte et Israël. L'Algérie mit à son tour la Syrie en accusation mais se garde bien d'entreprendre quoi que ce soit, compte tenu de sa situation politique intérieure à la veille d'élections dites libres ; et quant à l'Irak, rivale directe et frontalière de la Syrie au sein du mouvement nationaliste baasiste, elle se contente de dénoncer comme toujours la Syrie, mais en massant quelques troupes à la frontière pour faire pression. Et toute la gamme des bourgeois arabes se trouve réunie sous le patronage de l'Etat arabe le plus réactionnaire : l'Arabie séoudite.

L'envoi des "casques verts" arabes est décidé ; ils seront composés de troupes algériennes, lybiennes et soudanaises. Cette décision a pour fonction déclarée de réconcilier la Résistance Palestinienne et la Syrie.

Cette décision est non seulement restée inappliquée mais en plus elle a servi de couverture à l'intervention syrienne. Des commentateurs locaux font remarquer que le premier bataillon de soldats censé faire partie des "casques verts" n'est en fait qu'un nouveau bataillon de l'armée syrienne. Très dynamiques quant il s'agit de lancer des slogans d'appuis à la Résistance Palestinienne, les régimes arabes se gardent bien d'intervenir pour empêcher qu'un massacre se produise. Même la Lybie, héraut du nationalisme arabe dans ces dernières années, appuie la présence syrienne au Liban quand son émissaire se rend en Syrie et la condamne quand ce même émissaire se réunit avec les dirigeants palestiniens.

(1) voir Inprecor n°47/48

Et maintenant?

Face à une forte résistance au Liban et obligée d'arrêter son avance dès le 12 juin, la Syrie s'est employée à réduire le plus possible ce ralentissement. Cet arrêt momentané a pour fonction de préparer une nouvelle attaque plus efficace. En effet, le sommet quadripartite de Ryad, regroupant la Syrie, l'Arabie séoudite, le Koweït et l'Egypte, prévu pour le 17 juin a été ajourné au 23 juin. La Syrie apparaît déterminée à relancer son avance, les autres régimes arabes prêts à en être complices et ne voulant pas se réunir avec elle dans le même temps. Dans une telle situation excessivement complexe, les dirigeants de l'OLP ne veulent pas ou ne peuvent pas tirer les leçons ; ils cherchent encore la solution chez les bourgeoisies arabes, espérant tirer des avantages en jouant sur leurs contradictions intérieures. Et les masses palestiniennes et libanaises continuent leur résistance sur le terrain. Les directions réformistes et stalinienne libanaises paient le prix de leur opportunisme invétéré et criminel : isolées face à toutes les forces bourgeoises parmi lesquelles elles ont cherché des alliés, elles n'osent même pas adresser des critiques à Kamal Joumblatt, ce bourgeois réformiste qu'elles appuient, alors même qu'il a fait appel aux troupes françaises pour sauver la Résistance Palestinienne et la gauche libanaise ! Si l'avenir de l'intervention réactionnaire dépend du rapport de force militaire au Liban, il dépend surtout des développements internes en Syrie, où le régime vit des difficultés intérieures sérieuses. Des heurts se seraient produits un peu partout en Syrie où des bataillons de l'armée se seraient mutinés et auraient refusé de se diriger vers le Liban. Le chef d'Etat-Major syrien, Hikmat Chahabi, a été arrêté et emprisonné par les gouvernants syriens. Les répercussions de la guerre civile au Liban secouent tout le Proche-Orient arabe. Cette guerre montre une fois de plus l'absolue nécessité pour les masses arabes de s'unir et de s'organiser contre leurs bourgeoisies, qui se tiennent les unes les autres quand l'une d'entre elles est menacée.

16 juin 1976



(suite de la page 32)

Le deuxième aspect de la stratégie que le régime Vorster a élaboré en accord avec Washington, Londres et les capitales des pays du Marché Commun, et plus particulièrement Bonn, consistait à établir une ceinture d'Etats africains "indépendants" protégeant ainsi la frontière septentrionale du "joyau blanc" et s'intégrant à un Marché Commun Sud Africain en croissance, ainsi qu'à "l'empire semi-colonial" lié aux Etats du Marché Commun et régi par la Convention de Lomé. La Rhodésie doit devenir un des Etats noirs dans ce Marché Commun Sud Africain. Vorster a rencontré Kaunda (de Zambie), Nyerere (de Tanzanie), Machel (du Mozambique), Seretse Khama (du Botswana), Mobutu (du Zaïre) et Kenyatta (du Kenya) pour mettre en oeuvre ce plan. Il est prévu qu'il se rende à Bonn pour rencontrer Helmut Schmidt et Henry Kissinger afin d'étudier les étapes suivantes du dialogue avec les Quisling africains. Tout allait bien, jusqu'aux événements de Soweto.

Le soulèvement de Soweto représente jusqu'à maintenant le refus le plus net du plan de Vorster de création des Bantoustans, par les masses populaires elles-mêmes. Par ailleurs, la répression sauvage (qui utilise les armes fournies par le Marché Commun) n'a pas créé un climat de défaite. Au contraire, la révolte s'est étendue. Actuellement, plus de huit zones dans la seule région de Johannesburg y participent. A environ 600 miles de là, les étudiants de l'université "bantoustan" du Zoulouland ont rejoint la révolte. Plus d'un million d'opprimés se sont engagés dans la plus grande révolte depuis les événements de Sharpeville en 1960, peut-être est-ce même le soulèvement le plus ample dans l'histoire du mouvement de libération de l'Afrique du Sud.

La caractéristique la plus significative de ces événements est que malgré les batailles perdues les masses opprimées non-européennes n'ont pas pour l'instant perdu la guerre. En fait, elles n'ont pas encore livré une bataille de grande envergure, mais elles en prennent le chemin, avec une volonté décidée. Elles restent une force sociale de classe invaincue formée par les travailleurs et paysans semi-sédentaires qui n'ont jamais eu le droit de devenir un prolétariat ou un paysannat stables. Le prolétariat d'Afrique du Sud connaît donc un statut tout à fait particulier et il est modelé par les dispositions étatiques de ce pays. Ce prolétariat commence maintenant à s'affirmer et il a besoin du soutien international de ses frères de classe.

La question de l'éducation et l'apartheid

La bataille pour une éducation non-raciste est un aspect essentiel pour la lutte pour les

pleins droits démocratiques. Elle ne peut être garantie que par une révolution sociale complète en Afrique du Sud. Ceci explique la nature explosive des manifestations de Soweto et les événements qu'elles ont entraînés à l'université de Zoulouland. Le combat contre la "tribalisation" et pour un langage parlé à l'échelle mondiale exprime une position, virtuellement unique en Afrique, des travailleurs non-européens : contre la "culture noire", contre le "multiracialism", contre "l'identité" et "l'africanité" et pour un internationalisme "non-racial". Ceci est le fondement de l'esprit qui inspira la révolte de Soweto; des années d'éducation politique se trouvent derrière cette éruption "spontanée".

Cette révolte constitue la suite de la lutte contre l'apartheid, système qui a une longue histoire dans le continent africain. Durant les cent dernières années, l'apartheid instauré par les impérialistes a renforcé l'ancien système d'éducation raciste, créé lorsque le régime colonial hollandais a institutionnalisé les écoles ségrégationnistes au Cap, en 1685. Après la révolution française, les Allemands, les Hollandais, les Anglais et les missionnaires catholiques ont étendu cette ségrégation à un réseau structuré de points de recrutement de forces de travail, divisés à partir de critères raciaux. Lorsque les colons s'emparèrent des terres des peuples asservis Khoi-Khoï et Bantous, au XIX^{ème} siècle et plus tard, les églises anglicane et catholique établirent un système de ségrégation plus rigide que partout ailleurs. Les principes en étaient que l'éducation des Blancs était destinée "à maintenir leur (des Blancs) suprématie incontestée dans ce pays" (Sir Langham Dale, directeur de l'éducation du Cap, 1890) et que "l'éducation donnée aux enfants blancs doit les préparer à une vie dans une société dominante et que l'éducation donnée aux enfants noirs doit les préparer à vivre dans une société subordonnée" (Commission de l'Education, 1935).

En 1951, la Commission Eiselen exigea "l'éducation bantoue", ce qui fut suivi par la création d'une "Commission pour l'Education de Couleur". Ce programme, qui devait conduire à la révolte de Soweto, indiquait que "l'éducation pour les indigènes, en tant que race indépendante, devait prendre en considération leurs qualités raciales... et (devait) préparer les indigènes de façon plus efficace à leurs futures professions". Eiselen, alors secrétaire de l'Education du gouvernement nationaliste de Malan déclara qu'il y aurait une "langue maternelle (le bantou), comme moyen de communication", les Africains apprenant un peu d'anglais simplement pour "comprendre des instructions orales ou écrites". Le NEUM expliqua dans toute l'Afrique du Sud comment il fallait lutter contre le Décret d'Education Bantoue, en tant que lutte contre la ségrégation raciale et pour le droit de vote, y compris le droit d'élaborer des lois et de former

un gouvernement. Le principe de cette opposition consistait dans le refus de toute collaboration avec les instruments de l'oppression. L'arme de la lutte était le boycott de toutes les institutions racistes, y compris les institutions de "retribalisation". Soweto s'inscrit donc dans la continuité de cette lutte, dans laquelle seul le NEUM possède une histoire et une perspective cohérentes.

Les Boers, dirigés par Vorster, ne représentent qu'une puissante minorité politique au sein de la classe dirigeante sud africaine, qui est essentiellement d'origine britannique, sans parler du rôle important joué par les pays impérialistes de la CEE et de l'AELE (Association Européenne de Libre Echange). Toute la classe capitaliste d'Europe occidentale participe directement ou indirectement à la pénétration économique et politique en Afrique du Sud. Les Boers symbolisent la force sanguinaire, les chiens de garde gérants d'un Etat capitaliste combiné, que Trotsky, en 1935, caractérisait comme "un dominion blanc" pour assurer la surexploitation de ce qu'il qualifiait de "colonie d'esclaves pour les Noirs". L'impact international de tout événement éclatant en Afrique du Sud rend plus difficiles les tâches que doit affronter le prolétariat sud africain, les masses opprimées non-européennes.

Un boycott international

L'importance du droit de vote, que les staliniens et les nationalistes africains ont toujours sous-estimée, a été confirmée par les décisions sur la Rhodésie et l'Afrique du Sud prises au mois d'avril par le Marché Commun, Bonn et Washington. Alors qu'ils réclament l'application du "système majoritaire" en Rhodésie, ils n'ont demandé que "quelques mesures visant à mettre fin à l'apartheid" en Afrique du Sud. Nulle part il n'y eût de référence au plein droit de vote. Pour les capitalistes occidentaux, l'apartheid doit demeurer en Afrique du Sud. Les impérialistes savent très bien qu'ils ne peuvent pas tirer "la corde truquée de l'indépendance" en Afrique du Sud, comme ils peuvent le faire ailleurs lorsqu'ils étranglent "les membres associés" de second rang dans le cadre de la Convention de Lomé du Marché Commun. Ils comprennent que l'alternative à l'apartheid n'est autre qu'un nouveau Vietnam.

Fondamentalement, ceci explique l'étendue et l'intensité de la terreur policière à Soweto. Vorster veut assurer que le flot d'or, d'uranium et de surprofits continue à couler vers les pays du Marché Commun et vers les Etats-Unis et que, de ces pays en direction de l'Afrique du Sud, proviennent armes et capitaux. (Les derniers rapports indiquent que, déjà avant Soweto, il y eût des sorties importantes de capitaux). Il était opportun (et frau-

duleux) d'imposer un embargo des Etats-Unis en Rhodésie pour ramener le régime gaspilleur de Smith dans le giron de l'impérialisme blanc. Mais un boycott est exclu pour l'Afrique du Sud, comme l'a déclaré clairement le gouvernement ouest-allemand lors de son compte-rendu officiel sur l'Afrique du Sud, au mois de mai dernier. En même temps, le PC blanc et ses alliés dans l'ANC (Congrès National Africain) ont caressé l'idée d'un boycott des produits boers (et conserves de fruits et autres articles mineurs). Liés aux anglicans et aux libéraux, ils ont refusé d'envisager un véritable boycott de l'impérialisme en Afrique du Sud.

Il est temps d'entreprendre une campagne de solidarité internationale avec la lutte de libération en Afrique du Sud. En relation avec les méthodes adoptées par les travailleurs de Soweto et d'ailleurs en Afrique du Sud, ceci implique l'exécution du principe de non-collaboration avec l'impérialisme : un boycott international de l'Afrique du Sud.

La prochaine visite de Vorster à Francfort, et de son ministre de la Défense à Bonn, devra rencontrer l'opposition des étudiants et des militants de la RFA. Ce type d'action est nécessaire partout. Mais cela doit s'intégrer à un boycott d'ensemble; il est de peu d'importance si des gouvernements impérialistes acceptent un tel boycott à un certain niveau (dans le domaine du sport, c'est le plus facile). Ce qui est important, c'est la solidarité des classes ouvrières d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, se matérialisant dans des grèves, arrêtant bateaux et avions de marchandises, voyageurs en provenance et à destination d'Afrique du Sud. Il faut demander la cessation des rapports financiers avec l'Afrique du Sud aux travailleurs des banques, exiger la fermeture de toutes les ambassades en Afrique du Sud, arrêter l'envoi de toutes les armes à l'Afrique du Sud, mettre fin à la provenance d'or d'Afrique du Sud, sans considération pour les "maux" que cela peut provoquer pour les destinataires, bloquer l'envoi d'uranium destiné aux stocks militaires de l'OTAN, boycotter toutes les manifestations sportives ou artistiques d'Afrique du Sud, dénoncer la Convention de Lomé et aider l'Afrique à rompre avec elle (cette Convention est la principale arme économique de l'Europe occidentale en Afrique du Sud, l'autre étant l'expansion du Marché Commun Sud Africain jusqu'à l'équateur). Il est correct d'exiger de la Zambie et des autres Etats africains qu'ils imposent un boycott total à l'Afrique du Sud. Il est également juste que ce boycott devienne, dès maintenant, une revendication plus centrale et systématique au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes.

QUE LE BOYCOTT INTERNATIONAL DE L'AFRIQUE DU SUD SOIT GRAVÉ SUR LES TOMBES DES MARTYRS DE SOWETO !



LE MASSACRE DE SOWETO

LANGA

Au moment où cet article est écrit, le 19 juin, les masses laborieuses désarmées d'Afrique du Sud qui se sont soulevées contre le bastion blanc, raciste, de l'impérialisme occidental, doivent faire face à une répression militaire permanente. Selon la BBC, plus de 100 personnes ont été tuées et environ 1000 blessées. La vague de luttes commença le 16 juin à Soweto, le quartier noir de Johannesburg, quand les étudiants noirs et leurs familles organisèrent une manifestation politique contre l'introduction de l'utilisation forcée de l'afrikaan (la langue d'origine flamande introduite par les colons Boers) au sein des écoles "réservées" (par les lois ségrégationnistes) aux élèves de couleur. Les manifestants exigeaient que l'anglais soit enseigné. Cette revendication n'est pas due à un quelconque amour envers les oppresseurs britanniques. (La Grande-Bretagne est la principale puissance économique en Afrique du Sud; elle possède la part du lion dans le montant global du capital fixe s'élevant à dix milliards de £. Elle exploite à bas prix une force de travail non-européenne, dans le secteur minier, l'industrie, les transports, le commerce et l'agriculture). Les Africains exigeaient que l'anglais soit enseigné, refusant l'utilisation de l'afrikaan et des dialectes bantous, parce qu'ils voulaient maîtriser une langue largement utilisée à l'échelle mondiale et ayant une influence culturelle significative.

Cette approche non sentimentale du problème linguistique puise ses racines dans la longue campagne d'éducation politique lancée par le "Non European Unity Movement" (NEUM, fondé en 1943) pour une éducation "non-raciale", "non-tribale", en tant que parti de la lutte d'ensemble de l'acquisition de la totalité des droits démocratiques. Les martyrs de Soweto s'élevèrent contre le programme de Vorster de "bantouisation" (création des Bantoustans) et de régression du système d'éducation dans la perspective de maintenir une réserve de main-d'œuvre docile à bon marché.

Soweto est un ghetto de main-d'œuvre bon marché dans la banlieue de Johannesburg, habité par environ 1 million de travailleurs semi-sédentaires. Dans leur pays natal, ils ne disposent d'aucun droit. Légalement, "ils appartiennent" à l'un ou l'autre de leur Bantoustan natal, territoires éloignés et non industrialisés. On leur refuse le droit de rester de façon permanente à Soweto. Ce sont des parias dans leur propre pays ! Ils y sont traités comme des travailleurs immigrés; ils ne possèdent pas de terres, ils n'ont aucun droit politique, ils n'ont pas le droit de travailler la terre et ils sont obligés d'être porteurs en permanence d'une pièce d'identité. La cruauté et la violence de la répression contre la mobilisation de Soweto est à la mesure de l'importance de cette lutte, qui a frappé le centre nerveux de la politique des Bantoustans de Vorster : la "retribalisation".

Le plan de l'impérialisme Sud-Africain

Les manifestants de Soweto ont rejeté un plan forgé par une large coalition occidentale après l'écroulement du régime colonial portugais en 1974. C'est une nouvelle stratégie de grande ampleur en Afrique méridionale qui devrait préserver le "précieux" Etat raciste d'Afrique du Sud. Ce plan possède deux facettes. Sur le plan interne, il s'agit de la partition de l'Afrique du Sud en "territoires" bantoustans (le premier à obtenir "l'indépendance" serait le Transkei en octobre 1976) dans lesquels les Africains seraient considérés comme "citoyens" d'Etats tribaux "indépendants", situés autour de l'Afrique du Sud blanche, dans laquelle les Africains auraient un statut de travailleurs immigrés. Les Africains devraient vivre dans les Sowetos, mais en tant qu'étrangers, ayant "la citoyenneté" dans le Transkei ou dans d'autres Bantoustans "indépendants". Leur langue devrait être celle de leur propre tribu (xhosa, zoulou, etc.).

(suite à la page 30)